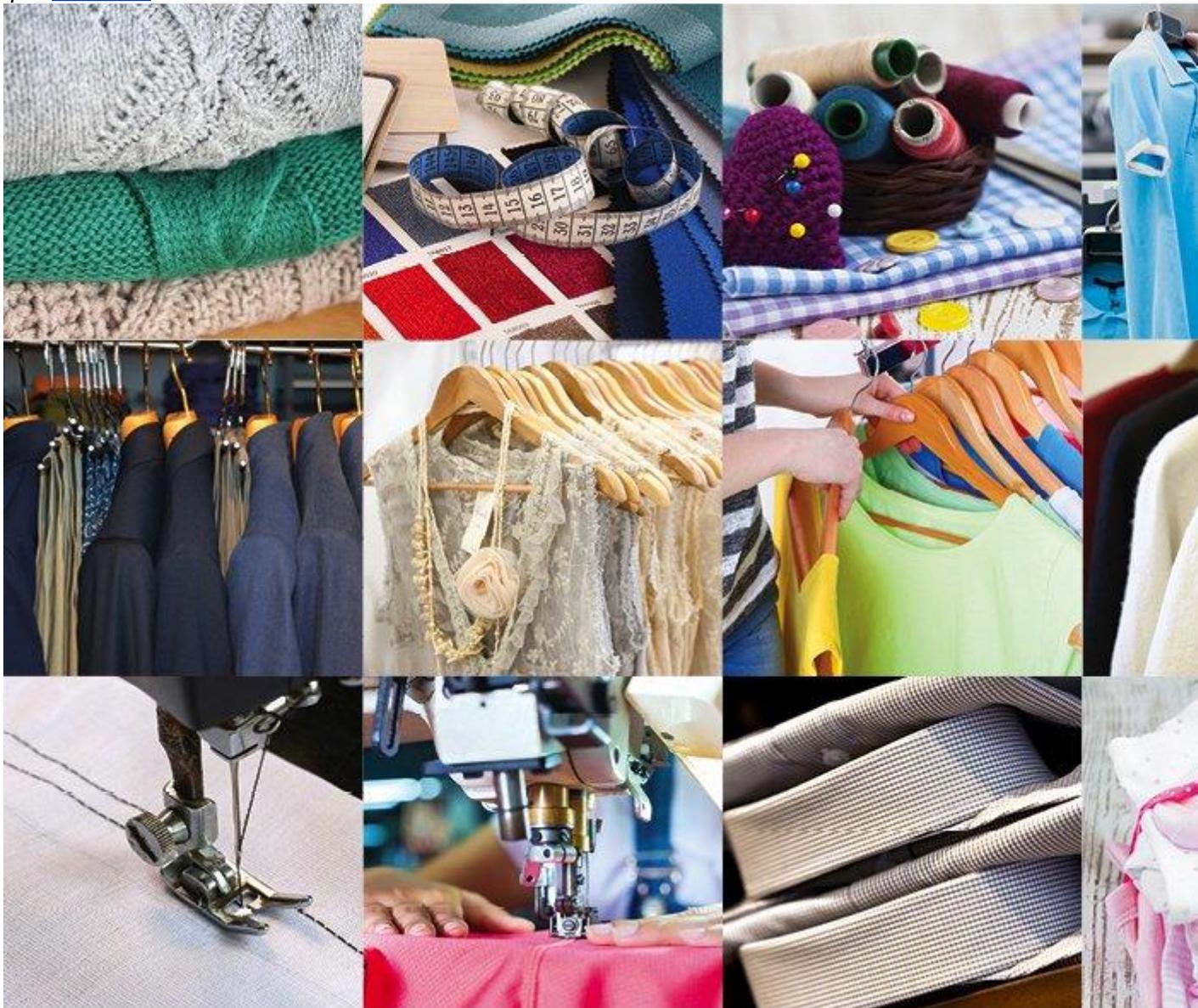


Sommaire / Summary (J.F Limantour - ref 20170428)

| | |
|--|----|
| 🌿 Algérie : 2 milliards d'euros à l'exportation à l'horizon 2022 | 1 |
| 🌿 Algérie ; selon Amar Takjout, ça commencera à bouger fin 2017 pour le textile | 5 |
| 🌿 Algérie : débats sur le secteur textile au salon Textyle Expo à Oran | 6 |
| 🌿 Algérie : joint-venture algéro-turque dans la laine | 7 |
| 🌿 Algérie : première édition du salon textile et mode à Oran, début avril 2017 | 10 |
| 🌿 Allemagne : Adidas relance son programme destiné aux jeunes créateurs | 11 |
| 🌿 Bangladesh : les entreprises refusent toujours de s'attaquer aux causes réelles | 13 |
| 🌿 Bangladesh : quatre ans après le drame du Rana Plaza | 15 |
| 🌿 Bangladesh : EU investors want single law inside, outside EPZS | 17 |
| 🌿 Burkina Faso : production record de coton | 18 |
| 🌿 Cambodia : manufacturing relocation opportunities | 19 |
| 🌿 Chinese textile sector investors invest in Egypt | 20 |
| 🌿 Côte d'Ivoire : six usines au bord de la faillite | 21 |
| 🌿 Coton : toujours une place majeure dans le marché textile | 23 |
| 🌿 EU : call for rules to curb worker exploitation | 24 |
| 🌿 France : la plateforme des façonniers fait peau neuve | 27 |
| 🌿 France : Lectra met le marché des chaussures de sport dans l'industrie 4.0 | 29 |
| 🌿 France : liquidation de Mim, près de 800 emplois supprimés | 31 |
| 🌿 France : les ventes d'Orchestra en nette progression | 33 |
| 🌿 France : Lectra takes innovation to next level with industry 4.0 | 35 |
| 🌿 Indonesia : how textile products can compete well globally | 37 |
| 🌿 Japon : Uniqlo renoue avec sa formule à succès | 39 |
| 🌿 Kenya unsure about Agoa and apparel exports to the US | 42 |
| 🌿 Laos : EU's new hub for garment sourcing | 43 |
| 🌿 Madagascar : dans une gigantesque usine textile | 44 |
| 🌿 Maroc : le textile et le cuir tirent à la baisse l'emploi industriel | 46 |
| 🌿 Maroc : le jean marocain à l'assaut du marché néerlandais | 49 |
| 🌿 Maroc : participation du Maroc à Denim by Premiere Vision Paris | 51 |
| 🌿 Maroc : le textile suscite un grand engouement chez les Turcs | 52 |
| 🌿 Maroc : la guerre Maroc-Turquie est déclarée | 54 |
| 🌿 Maroc : le pays assure 50 % de la production mondiale de Zara | 58 |
| 🌿 Myanmar : watch out for Myanmar | 59 |
| 🌿 Pakistan : GSP to boost Pakistan's exports to EU | 62 |
| 🌿 Pakistan : textile exporters to get refund « soon » | 63 |
| 🌿 Sénégal : audacieuse politique de soutien à la filière coton | 65 |
| 🌿 Tunisie : les problèmes du textile discutés en conseil ministériel | 67 |
| 🌿 Tunisie : crise du textile ; mise en cause des accords avec la Chine et la Turquie | 68 |
| 🌿 Tunisie : dépréciation du Dinar : vers un euro = 3 dinars ? | 70 |
| 🌿 Turkey : growing on resilience | 73 |
| 🌿 UE : le Parlement exige des règles pour réduire l'exploitation des travailleurs | 75 |
| 🌿 UE : l'industrie textile des pays asiatiques retombe dans ses travers | 78 |
| 🌿 USA : rumeurs de retrait de l'Alena | 81 |
| 🌿 USA : Amazon imagine une usine textile 4.0 | 83 |
| 🌿 USA : Amazon accélère son expansion mondiale et vise la Suisse | 86 |
| 🌿 USA : the resurgence of the US southeast as a textile hub | 89 |
| 🌿 Vietnam : Industry 4.0 textiles are « a challenge » | 92 |
| 🌿 Vietnam, nouvel atelier du monde ? | 94 |
| 🌿 Vietnam's garment exports grow despite hurdles | 96 |

Textile et habillement : L'Algérie pourrait atteindre 2 milliards d'euros d'exportation à l'horizon 2022

par [IMENE A](#) - 12 avril 2017 13:15



L'industrie textile-habillement algérienne est un secteur stratégique porteur d'avenir. C'est le constat établi par les différents spécialistes et professionnels qui ont participé

au salon Textyle Expo, tenu à Oran du 3 au 4 avril. Selon un communiqué bilan des organisateurs de cet événement, plusieurs conférences ont été organisées avec le concours de conférenciers internationaux pour mieux faire connaître le secteur Textile-Habillement.

Les organisateurs citent Jean-François Limantour spécialisé en stratégie internationale de développement pour les industries de l'habillement, du textile, du luxe et de la filière cuir qui a animé une conférence sur le thème « réflexions stratégiques pour redynamiser le secteur Textile-Habillement-Cuir d'Algérie » et Catherine Abonnenc experte en stratégie de communication, gouvernance et innovation qui a animé une conférence sur le thème « Start-up et Innovation dans le secteur Textile-Habillement ». « Jean-François Limantour a qualifié l'industrie textile-habillement algérienne de secteur stratégique porteur d'avenir et d'activité économique clé pour les équilibres socio-économiques de l'Algérie » en rappelant que le marché textile-habillement est actuellement envahi à 95 % par les importations.

Selon lui, le secteur dispose de puissants atouts pour figurer dans le peloton de tête des grands acteurs économiques sectoriels au niveau international des coûts de production, d'énergie et de transport compétitifs, un important réservoir de jeunes ingénieurs, techniciens et de diplômés d'écoles de commerce, un solide marché intérieur de 41 millions de consommateurs et la proximité des grands marchés européens d'exportation.

Jean-François Limantour a préconisé le lancement d'un plan stratégique national à cinq ans articulé autour de deux grands objectifs. Il s'agit de la reconquête du marché intérieur national par les producteurs nationaux et du développement significatif des exportations, tout

particulièrement vers les marchés européens. Selon lui, ce plan stratégique devrait permettre de multiplier par cinq les effectifs du secteur, pour passer de 50.000 actuellement à 250.000 en 2022 ; de fournir 80 % de la demande intérieure algérienne en produits nationaux et d'atteindre 2 milliards d'euros d'exportation textile-habillement à l'horizon 2022.

Une rencontre partenariale euro-algérienne organisée prochainement

L'expert indique que le plan stratégique devrait être composé d'un important volet « formation » permettant de créer une nouvelle génération de cadres et techniciens dans les domaines de la création, du marketing et du management.

« Le dispositif de formation devrait aussi anticiper l'évolution des besoins en compétences liées à l'évolution prochaine du secteur vers une économie digitale 4.0, faite d'entreprises et de marchés hyper-connectés » a-t-il recommandé.

Le plan, a-t-il suggéré, devrait aussi être axé sur l'intelligence économique, l'attraction des investissements directs étrangers (IDE), la promotion et la communication ainsi que sur le développement d'un partenariat gagnant-gagnant avec l'Union européenne, y compris dans le domaine de la R&D pour ancrer l'Algérie sur l'économie du futur : fibres et tissus intelligents, vêtements connectés.

« La mise en œuvre et la réussite d'un tel plan ambitieux mais réaliste suppose la mobilisation générale et consensuelle des professionnels, des organisations de

salariés et des pouvoirs publics, dans une volonté commune de progrès économique et social » a souligné Jean-François Limantour qui, de son côté, a affirmé être disposé à apporter son soutien à un tel projet d'avenir. Une première rencontre partenariale euro-algérienne pourrait être prochainement organisée, a-t-il ajouté.

Pour sa part, Catherine Abonnenc a insisté sur le potentiel d'innovation important au sein de l'industrie Textile- Habillement algérienne. Plusieurs facteurs favorables à l'innovation sont en effet à ses yeux réunis en Algérie. Elle cite les importantes ressources disponibles, volonté gouvernementale d'encourager la création d'entreprise, un marché porteur avec forte demande, de grandes entreprises bien structurées et des entrepreneurs dynamiques et performants.

Pour pouvoir exprimer ce potentiel dans le secteur Textile-Habillement et en faire un secteur pilote du « renouveau industriel » algérien, Catherine Abonnenc a dégagé quelques lignes d'action qui pourraient être mises en œuvre, ajoute le communiqué. Il est question de développer une politique d'accompagnement renforcée pour les jeunes entreprises du secteur au sein des pépinières portées par le Ministère de l'Industrie et des Mines, de faciliter les moyens de paiement, en particulier sur le web, pour permettre un développement plus rapide du e-commerce, canal de plus en plus important pour les achats de Textile-Habillement et d'organiser le recueil et le partage d'expériences entre les acteurs de la filière et ceux d'autres secteurs industriels.

Le SG de la Fédération des textiles et cuirs, M. Amar Takjout : les choses commenceront à bouger vers la fin 2017

29/03/2017 - 10:22



Au cours des 30 dernières années, la filière textile en Algérie, très dynamique en son temps, et employant une main-d'œuvre particulièrement importante, aura perdu près des trois quarts de ses parts de marché, au bénéfice de tissus et articles de confection ramenés de l'étranger.

En dépit de ce constat, le Secrétaire général de la Fédération des textiles et des cuirs, M. Amar Takjout refuse d'admettre qu'avec une production actuelle représentant 0,15% du PIB national et un marché de 400 millions de dollars, comblé à 96% par des importations, ce secteur soit agonisant.. Selon lui, les possibilités existent désormais pour lui redonner de la vigueur.

Reçu, mercredi, à l'émission l'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, M. Amar Takjout considère que le textile devrait occuper une place prépondérante au sein de l'économie nationale, parce que fort pourvoyeur d'emplois et entretenant des liens avec d'autres secteurs économiques, à l'exemple de ceux de l'agriculture et de l'élevage, en particulier.

Pour lui, il s'agit d'être clair : « où bien on met les moyens, qu'on accompagne en matière de création d'entreprises productives, ou bien on continue à importer ».

L'intervenant signale, cependant que les choses vont commencer à bouger, en 2017, moment de l'entrée en production de la filature du méga projet textile de Relizane, réalisé en collaboration avec un partenaire Turc, dont il annonce qu'il commencera à exporter pour 2 milliards de dollars de fil, chaque année. Il annonce, d'autre part, que l'usine de Relizane commencera à produire, vers la fin de cette année, quelque 30 millions de mètres linéaires de tissu destiné à la confection de 12 millions de jeans/an, dont, 60% des quantités, ajoute-t-il, sont destinées à être exportées.

Il ajoute que ce complexe industriel commencera à produire 12 millions d'articles de bonneterie, précisant que dans une première phase il emploiera 10.000 salariés, un chiffre, dit-il, qui sera porté à plus de 25.000, à fin 2018.

Du sort des quelque 400 entreprises textiles, publiques et privées, réparties à travers le pays, existant par le passé, l'invité répond qu'elles sont « en pleine capacité de production », ajoutant qu'elles emploient un effectif total de 50.000 ouvriers. « Avec le projet de Relizane, assure-t-il, « on va aller vers une satisfaction de 10 à 15% du marché » national.

Pour l'intervenant, la relance de la filière textile en Algérie reste tributaire par l'organisation en profondeur de l'économie, la réactivation des unions professionnelles par secteur ainsi que la redynamisation des activités des chambres de commerce.

Mercredi, 05 avril 2017 06:00

Oran : Les défis et les perspectives du secteur du textile en débat

Écrit par JALIL MEHANNE

Au deuxième jour du Salon du textile et de la mode d'Oran, une conférence s'est tenue à la salle « Wahran » du Méridien où les défis à relever et les nouvelles perspectives du secteur du textile ont été débattus.

Des conférenciers internationaux et nationaux à l'instar de Jean François Limantour, Catherine Abonnenc, Mourad Fodil, Samir Ben Abdallah ont animé cette conférence. Les issues de sortie de la crise que connaît le secteur en Algérie, l'habillement, le marché européen, les stratégies et conditions de succès pour redynamiser cette industrie, les start-up et l'innovation dans ce secteur, les dernières tendances de la mode, ont été les sujets de cette rencontre-débat. Pour Jean-François Limantour, Président de l'association « Evalliance » et expert international reconnu en stratégie de développement pour les secteurs textile, habillement, mode et luxe, il est nécessaire de développer «une stratégie sectorielle d'adaptation aux nouveaux impératifs des marchés, fondée sur l'innovation, la formation professionnelle et l'intégration accélérée des technologies de création, de communication et de logistique», d'où l'intérêt de ce genre d'événements qui offrent l'occasion aux professionnels du domaine d'échanger leurs points de vue et coopérer pour une meilleure situation du marché.

Par ailleurs, cet événement, qui a pris fin hier, a été, selon ses organisateurs très réussi, puisque plusieurs points positifs ont été annoncés lors de ce salon, notamment celui relatif à la réalisation de quatre centres pour accompagner et apporter des facilités aux investisseurs à travers des guichets uniques décentralisés relevant de l'Agence nationale de développement de l'investissement. Dans le même cadre, le ministère de la Défense nationale (MDN) a émis le vœu en marge du Textyle-Expos de parapher des contrats avec des firmes étrangères spécialisées dans le domaine du textile. La présence des exposants africains constitue également une opportunité pour les investisseurs algériens. Dans le même sillage, les incontournables Chinois qui sont présents en force à travers les stands du salon, sont une référence dans le domaine, avec les Indiens. Le matériel développé de la couture est, en effet, exposé. De quoi donner des idées aux entreprises algériennes afin de nouer des partenariats avec les industriels étrangers présents au salon, pour faciliter la tâche d'un côté et améliorer la qualité du produit de l'autre. Pour sa première édition, les participants ont pu développer leurs marchés et élargir leurs carnets d'adresses clients/fournisseurs



Lundi, 10 Avril 2017 09:35

Textile: une joint-venture algéro-turque pour la production de filés laine à Oum Bouaghi



ALGER - Un protocole d'accord a été signé, dimanche à Alger, entre l'entreprise publique Texalg et le société turque Boyner Sanayi A.S, pour la création d'une joint-venture pour la production de filés laine et d'autres produits textiles à Meskiana (Oum-EI Bouaghi).

Le document a été paraphé par le directeur général de Texalg, une SPA relevant du groupe industriel public Getex, Mebarki Bouzid, et le représentant de Boyner Sanayi A.S, spécialisée dans le textile, Osman Feyzi, en présence du ministre de l'Industrie et des mines Abdessalem Bouchouareb.

Détenue à hauteur de 51% par la partie algérienne et 49% par la société turque, cette société dont l'usine sera implantée à Meskiana (Oum-EI Bouaghi) sur une superficie de 160.000 m², la joint-venture prévoit un montant total d'investissements de 16 millions de

dollars et un chiffre d'affaires de 36 millions de dollars d'ici 2020 avec la création de 400 emplois à cette échéance.

L'usine dont les travaux de réalisation seront lancés avant fin 2017, alors que l'entrée en production effective est prévue pour 2018, sera dotée d'une capacité de production de 1.000 tonnes par an de filés laine et mélanges (laine, polyester, acrylique) dans une première phase puis 2.000 T/an en 2019 et 3.000 T/an en 2020.

A cette occasion, M. Bouchouareb, a estimé que la Turquie est un partenaire "important" de l'Algérie, voire "le principal et l'unique" dans le domaine du textile.

A cet effet, il a expliqué que cette usine est totalement à l'arrêt suite à sa dissolution par anticipation en juin 2006, en exprimant sa "satisfaction" de sa prochaine relance.

Pour le ministre, ce projet donnera un nouveau souffle à la région et ressuscitera le savoir-faire local, surtout que tout un écosystème du textile a disparu car le complexe de Meskiana alimentait les complexes de filature de Tébessa et Ain Beida en laine et produits synthétiques.

Précisant que l'ensemble des unités textiles à l'échelle nationale sont en phase de modernisation et de relance, M. Bouchouareb a souligné que la relance de cet écosystème rentre dans le cadre de la stratégie nationale de reconstruction de la filière textile.

M. Bouchouareb ajouté, dans ce sillage, que l'Algérie commence à récolter les fruits de sa stratégie, car en 2016, toutes les filières du Groupe C&H relevant du nouveau Groupe Getex étaient bénéficiaires.

"C'est la première fois que cela arrive depuis l'ouverture du marché. Ces filiales ont payé l'IBS et le Groupe Getex a pris des dividendes. Jusqu'à présent, la filière textile publique vivait sur les dotations du budget. Ce qui est le plus rassurant, c'est que cette reprise s'effectue dans la branche confection, là où la bataille est féroce", a expliqué M. Bouchouareb.

Interrogé sur le lancement du complexe textile de Relizane, le ministre a affirmé que ce complexe fera son entrée en production dès le mois de juin prochain avec la filature, ajoutant qu'il dispose déjà d'un bon de commande d'une valeur de 2 milliards de dinar destiné à l'export.

Le ministre a expliqué ainsi que le prochain défi actuellement dans le textile "n'est pas seulement de faire revivre les entreprises, mais celui d'aller vers une remontée totale de

la chaîne des valeurs", en appelant les investisseurs privés à conquérir l'amont cette filière, notamment la branche confection/habillement.

Il a révélé, dans ce sens, que le ministère accompagne actuellement plusieurs projets, comme celui d'un opérateur privé à Adrar pour la culture de coton (production : 20.000 tonnes /an), alors que des discussions sont en cours pour un partenariat dans la production de la fibre synthétique au niveau du pôle chimique de Hadjar Essoud (Skikda) destinée aux marchés national et international.

Un premier salon international de textile et de mode du 2 au 5 avril prochain

27/03/2017 - 17:22



Un premier salon international de textile et de mode "Textyle-expo" sera organisé du 2 au 5 avril à Oran, avec la participation de 150 exposants, a-t-on appris lundi des organisateurs.

Cette manifestation, qui se tiendra au Centre des conventions d'Oran (CCO) « Mohamed Benahmed », verra la participation de plus de 90 exposants étrangers de la Tunisie, du Portugal, de la Turquie, de la Chine, de l'Inde et des Etats unis d'Amérique (USA), selon la même source.

Ce salon, organisé par la Sarl « cg com Event » sous le patronage du ministère de l'Industrie et des Mines et en collaboration avec la wilaya d'Oran, la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie (CCIO) et l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), constituera un espace de promotion de la production nationale dans ce domaine, d'échange d'expériences et de prospection de marchés, a-t-on souligné.

Un riche programme a été concocté pour la circonstance comportant des conférences et des défilés de mode, en plus de l'exposition de différents produits de textile, de cuir, de prêt à porter, de matières premières, d'équipements et d'accessoires, a-t-on indiqué.

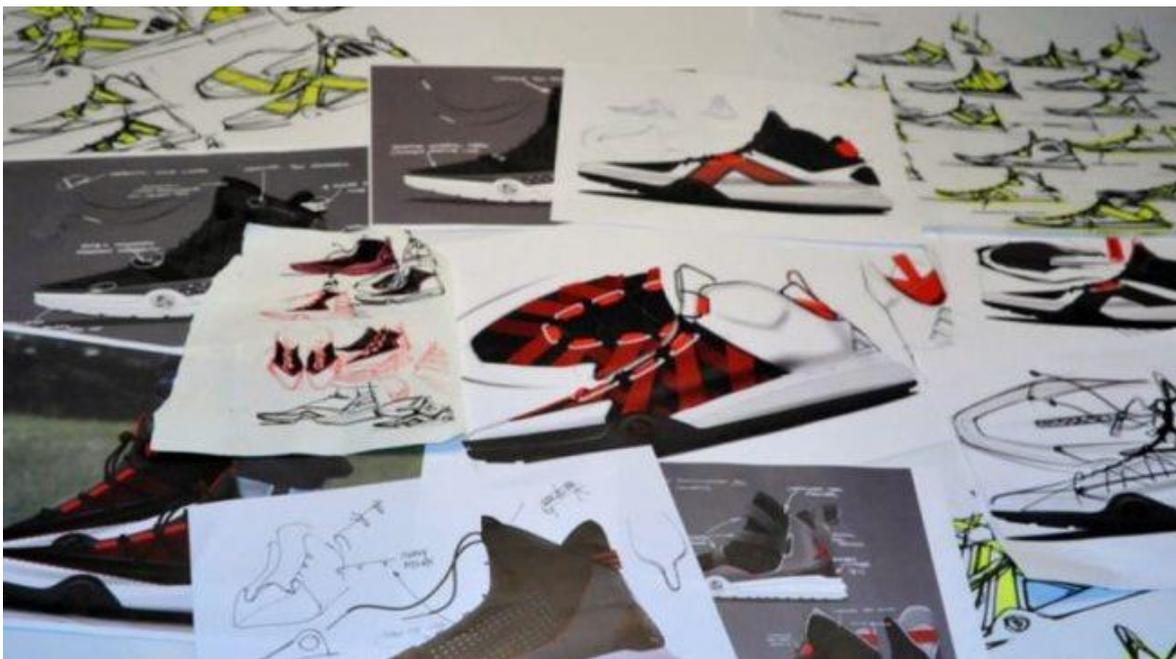
Les conférences seront animées par des spécialistes reconnus mondialement et aborderont des thèmes traitant, entre autres, de l'innovation dans le domaine de textile, de la redynamisation de ce secteur, des solutions technologiques dans les domaines du textile et du cuir, des derniers cris de mode, du partenariat algéro-tunisien dans le domaine et des entreprises naissantes.

Un défilé de mode verra la présence de stylistes et modélistes d'Algérie et de l'étranger, a-t-on annoncé dans un communiqué de presse. APS

Par [Kate Dingwall](#) - 11 avril 2017

Adidas relance son programme destiné aux jeunes créateurs

Adidas a décidé de rouvrir son académie de design, qui a pour objectif de former de jeunes créateurs dans le domaine de l'habillement et de la chaussure. Il s'agit d'un programme de 24 mois qui sera ouvert aux candidats du monde entier que le groupe met en place tous les deux ans.



Des croquis de produits Adidas issus de l'académie du design - Adidas
Il y a toutefois une condition : il faut que les candidats soient réellement des talents « émergents », c'est-à-dire avec moins de deux ans d'expérience et titulaires d'un diplôme dans les domaines de la mode, du graphisme, ou équivalent.

Les jeunes créateurs sélectionnés se verront ainsi offrir l'opportunité de travailler avec les équipes du siège monde d'Herzogenaurach, en

Allemagne. Chaque créateur participera à un stage de quatre semaines chez Adidas durant lequel il approchera les secteurs du design de marque, du marketing produit, du développement produit et de l'innovation. Il pourra finaliser son apprentissage avec les équipes design de Portland, de Shanghai ou de Tokyo.

Les créateurs sélectionnés choisiront par ailleurs de se spécialiser dans l'habillement, la chaussure, la couleur, les matériaux ou encore le graphisme. L'équipe allemande sera spécialisée dans la chaussure et l'équipe américaine dans le graphisme.

Adidas, qui revendique recruter régulièrement directement à la sortie du programme, met notamment en avant le succès de Raffaella, une créatrice d'habillement féminin qui a participé à la formation.

«Les entreprises refusent toujours de s'attaquer aux causes réelles»

Textile : Quatre ans après le drame survenu au Bangladesh, les conditions sociales restent très faibles. Le constat avec Public Eye.



L'effondrement du Rana Plaza a coûté la vie à plus de 1100 personnes et fait plus de 2000 blessés. Image: Keystone

Par [Olivier Wurlod](#) 25.04.2017

Il y a quatre ans, un drame sans précédent frappait l'industrie du textile au Bangladesh. En s'effondrant sur plus de 1000 employés, le Rana Plaza a provoqué une prise de conscience globale sur les conditions déplorables de

travail des petites mains fabricant les vêtements du monde entier. De quelle manière les conditions sociales ont-elles évolué depuis cet accident? Le point avec Géraldine Viret, responsable communication de Public Eye (ex-Déclaration de Berne).

Est-ce que les promesses sociales faites par l'industrie textile après le drame du Rana Plaza ont été tenues?

Des programmes ont été mis en place. C'est le cas de l'Accord sur la sécurité des bâtiments au Bangladesh, un texte contraignant signé par plus de 200 marques. Il a permis d'inspecter plus de 1400 usines et d'établir des plans de rénovation. Si les entreprises signataires se sont engagées à effectuer ces transformations, la plupart d'entre elles traînent dans leur mise en œuvre réelle. Quatre ans après l'effondrement du Rana Plaza, on constate qu'elles refusent toujours de s'attaquer aux problèmes qui gangrènent ce secteur: la pression énorme sur les délais et les prix, la répression syndicale, les violations des droits du travail et l'opacité.

Il n'y a encore eu aucune condamnation sur place, Espérez-vous vraiment qu'un jour justice soit rendue?

Trois procédures ont été ouvertes concernant ce drame. Pour deux d'entre elles, le procès a débuté. Apparemment, le tribunal en est toujours au stade des dépositions. Difficile d'évaluer la situation depuis la Suisse, mais on peut légitimement questionner la volonté du gouvernement de rendre justice dans cette affaire.

Envisagez-vous une nouvelle campagne de sensibilisation?

Au sein du réseau international de la Campagne Clean Clothes, nous continuerons à faire pression sur les entreprises et les gouvernements pour qu'ils prennent enfin des mesures concrètes. Notre objectif reste de faire entendre la voix des personnes dont les droits sont systématiquement bafoués au nom du profit. Une couturière au Bangladesh gagne 68 francs par mois, alors qu'il faudrait cinq fois plus pour vivre. La situation est d'ailleurs aussi scandaleuse en Europe de l'Est, l'arrière-cour du «Made in Italy».

Créé: 25.04.2017, 12h09

Le Bangladesh marque les quatre ans du drame du Rana Plaza



Des milliers d'ouvriers du textile au Bangladesh commémorent avec émotion le quatrième anniversaire de l'effondrement du Rana Plaza, le 24 avril 2017
afp.com - STR

24 AVR 2017

Des milliers d'ouvriers du textile au Bangladesh ont commémoré lundi avec émotion le quatrième anniversaire de l'effondrement du Rana Plaza, l'un des pires accidents industriels de l'Histoire, où 1.138 personnes avaient trouvé la mort.

De nombreux survivants étaient en pleurs en manifestant sur les lieux de l'effondrement du funeste immeuble, qui abritait des ateliers de confection dans la banlieue de la capitale Dacca, ainsi que dans un cimetière où nombre de victimes sont enterrées.

Le drame du 24 avril 2013 avait mis en lumière la face sombre de la sous-traitance des grandes marques occidentales, conséquence de la course à la diminution des coûts de production dans une économie mondialisée.

Quatre ans après la catastrophe, la justice bangladaise n'a encore prononcé aucune condamnation dans l'affaire du Rana Plaza. Un tribunal a cependant ordonné l'année dernière que le propriétaire de l'immeuble et 40 autres personnes soient jugées pour meurtre.

"Si quatre ans ne sont pas suffisants pour punir les coupables, amenez-les nous, nous ferons justice nous-mêmes", a déclaré Marium Akter, qui a perdu sa fille Shieuly dans le drame, en déposant une gerbe sur les lieux.

"Je n'ai plus besoin d'indemnisation. Je veux que Sohel Rana (le propriétaire) soit pendu", a ajouté la mère en deuil.

Les suspects sont accusés d'avoir menti sur la sécurité de l'immeuble. Des milliers d'ouvriers avaient été forcés d'entrer dans le bâtiment pour effectuer leur travail, bien que certains eussent exprimé leur inquiétude au vu des fissures qui apparaissaient sur la structure.

Quelque 2.000 personnes avaient été blessées dans la tragédie.

La commémoration a notamment été marquée par des slogans appelant à une revalorisation des rémunérations des quatre millions d'ouvriers du textile du Bangladesh où le salaire minimum n'est que de 68 dollars par mois.

"Les travailleurs bangladais sont les moins bien payés du monde. Nous voulons des salaires minimum de 200 dollars par mois pour mener une vie décente", a déclaré à l'AFP Saiful Islam, un responsable syndical.

Le Bangladesh est le deuxième pays exportateur de textile au monde, derrière la Chine. Le secteur pèse 30 milliards de dollars dans ce pays pauvre d'Asie du Sud, qui compte 4.500 usines dont à peine quelques centaines répondent aux normes de sécurité.



FASHIONATING WORLD

THURSDAY, 27 APRIL 2017 12:10

BANGLADESH: EU INVESTORS WANT SINGLE LAW INSIDE, OUTSIDE EPZS

The European Union have for long been recommending Bangladesh to bring in one single law for workers inside and outside the Export Processing Zones. The EU recently sent a letter to the government threatening temporary suspension of the trade privileges for Bangladesh, if necessary amendments to the EPZ law are not completed by the middle of this year.

The European Union's move comes after the Rana Plaza tragedy that took place in 2013 killing hundreds of people. The European Union and Bangladesh have signed along with the International Labor Organization the sustainability compact. The European Union has understood the working class workers have no safety or insurance in most Bangladeshi factories.

This move comes just before the Geneva International Labor Organization meet to be held in July. Foreign investors made it clear that they favor a solution where the same law would regulate labor relations inside and outside the EPZs. This is what they already observe in other countries where they operate. European investors would not be inclined to invest in EPZs anywhere until and unless they have the assurance that the corresponding legislation is fully aligned with UN core labor conventions. For that reason, the current draft EPZ law has become quite a touchy topic. It would have to be found related to key issues such as energy supply, infrastructure enhancement and training of labor.



PAYS

POLITIQUE

SOCIETE

SPORT

ECONOMIE

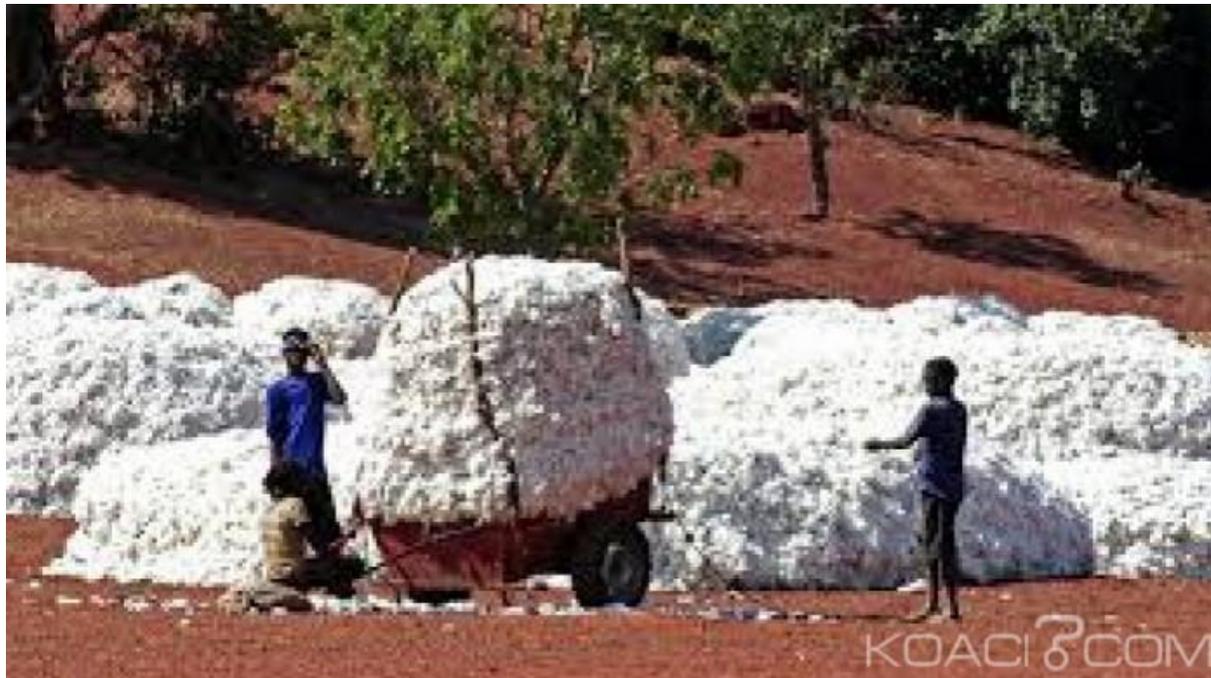
CULTURE

TECHNOLOGIE

TRIBUNE

EVENEMENTIEL

SANTE



©Koaci.com – Mercredi 26 avril 2017 – Le Burkina Faso a produit, au cours de la campagne agricole 2016-2017, 683 000 tonnes de coton, soit une hausse de 100.000 tonnes, a annoncé le secrétaire général de la Société burkinabè des fibres textiles (Sofitex) Georges Yaméogo.

Bien qu'en deçà des prévisions de 700.000 tonnes, cette production qui truste ces chiffres fait de nouveau du Burkina Faso, le premier producteur de coton en Afrique de l'Ouest, à côté du Mali voisin.

Se réjouissant de cette embellie, M. Yaméogo a indiqué que les attentes de la campagne 2017/2018 sont de l'ordre de 820 000 tonnes de coton, soit une hausse prévisionnelle de 20%.

Selon lui, "cet objectif est réalisable à condition d'avoir une bonne pluviométrie tout au long de la saison et que les ravageurs soient maîtrisés", rappelant que la baisse de production était essentiellement due aux faibles précipitations enregistrées.

Deuxième produit d'exportation après l'or, le coton fait vivre quatre millions de personnes, soit environ 30 % de la population.

Le Burkina qui avait fait l'expérience du coton OGM de Monsanto, introduit en 2008, a abandonné le coton génétiquement modifié [Bollgard II](#), censé aider à lutter contre les insectes nuisibles.

Boa, Ouagadougou

16 March 2017

Cambodia: Manufacturing Relocation Opportunities

Tariff Free Access: A Spur to Exports to Matured Markets

As wages and operation costs surge in China, many manufacturers are looking to relocate or diversify their labour-intensive production activities to areas where labour costs are lower. Thanks to an abundant supply of workers and relatively competitive wages, *ASEAN* countries, especially the less costly CLMV block (Cambodia, Laos, Myanmar and Vietnam), have caught the attention of many foreign manufacturers. Apart from cost considerations, manufacturers are also attracted by the emerging trend among overseas buyers and importers of taking a broader regional approach. This includes taking advantage of the integration of supply chains throughout *ASEAN* so that specific benefits offered by each country can be best exploited.

Chinese textile sector investors invest in Egypt

06 Apr '17



Investors from the Chinese [textile](#) industry have committed to investing in Egypt's Suez Canal Economic Zone (SCZone). This was announced by Ahmed Darwish, head of the Suez Canal Economic Zone (SCZone) at the Belt and Road Industrial and Commercial Conference. Among the many Chinese investors is Jushi, a major Chinese producer of fibre glass.

"The Belt and Road initiative is an effort to revive the ancient [trade](#) route known as the Silk Road and in the process, connect China and countries in Asia, Africa and Europe and is a pet project of Chinese premier Xi Jinping," a Chinese news agency reported.

The first round of the annual Belt and Road Industrial and Commercial Conference was organised by Egyptian Businessmen's Association and China Federation of Industrial Economics. (AR)

Industrie : six usines ivoiriennes au bord de la faillite

Par Khadim Mbaye | 23/04/2017, 12:36 | 512 mots



(Crédits : Reuters) Six usines du secteur textile et de la fabrication d'huile alimentaire sont au bord de la faillite en Côte d'Ivoire. C'est le cri d'alarme d'un des principaux syndicats **des travailleurs du** secteur industriel qui impute cette situation à un déficit d'approvisionnement en matières premières.

C'est lors d'une conférence de presse samedi, à Bouaké, une ville située au centre de la Côte d'Ivoire que Drissa Sékongo, le président de la Fédération nationale des travailleurs du textile, du coton et de l'anacarde du pays (FENATTCA-CI), a fait ce constat alarmant. Confrontées depuis des années à d'énormes difficultés d'approvisionnement en fibre et graines de coton, leurs matières premières de production, six usines du secteur textile et de la fabrication d'huile alimentaire sont au bord du gouffre. Selon le responsable syndical cité par l'Agence de presse africaine (APA), il s'agit des usines de filature UTEXI Dimbokro, COTIVO Agboville, FTG et TEX-CI (Gonfreville) Bouaké ainsi que des tritrateurs COTRAF à Korhogo et OLHEOL Bouaké. Disséminées sur le territoire national ivoirien, « *deux de ces usines seulement font encore l'effort de respirer sous contrôle mais elles sont sur le point de mettre la clé sous le paillason* », a indiqué M. Sékongo.

Les travailleurs ne perçoivent plus leurs salaires

« *Au vu de leurs états de fonctionnement actuel, les sociétés Utexi, Cotivo, FTG et Olhéol sont déjà fermées et les usines Cotraf et TEX-CI vont bientôt subir le même*

sort », a fait savoir la même source avant d'ajouter que les deux dernières citées « *sont comme dans une voiture médicalisée* ». Une situation qui exaspère les travailleurs de ces fabriques. Ils ne perçoivent plus ou presque leurs salaires.

D'ailleurs, 15 structures syndicales de la filière coton et de l'anacarde regroupées au sein de la FENATTCA-CI, ont émis un cri d'alarme à l'endroit des autorités ivoiriennes.

« Aujourd'hui, les 10,000 travailleurs de cette fédération sont dans le désarroi. Ils sont désemparés et ne doivent leur salut qu'à une décision gouvernementale. C'est-à-dire que l'Etat doit prendre une seule décision qui est d'interdire la sortie hors des frontières de la Côte d'Ivoire de notre matière première (coton) ».

Ces travailleurs qui insistent sur la stricte application de cette décision que doit prendre le gouvernement ivoirien sont résolument convaincus qu'un approvisionnement correct en matière première est la seule condition pour sauver ces entreprises.

Un approvisionnement correct en coton pour sauver les entreprises

Ce constat intervient après une rencontre des ministres de la commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) en charge de l'agriculture et de l'industrie à Abidjan du 18 au 21 avril. Durant trois jours, toutes les structures impliquées dans la certification des produits dans l'espace CEDEAO se sont réunies dans la capitale Ivoirienne pour échanger autour du tissu industriel très faible des pays de la communauté.

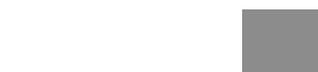
En attendant la mise en application de ces réflexions, les travailleurs du secteur industriel proposent à l'Etat Ivoirien de mettre en place un fonds de garantie pour les égreneurs afin qu'ils puissent acheter la matière première, et qu'ils puissent donner des lignes de crédits aux sociétés en grande difficulté.

COTON (NEW YORK COTTON) + Ajouter à ma liste 88

Cours en clôture - 27/04 **79.32** **-1.70%**

21/04 COTON : les cours bondissent, l'offre se resserrant aux USA
 21/04 COTON : les cours bondissent, l'offre se resserrant aux USA
 13/04 COTON : les prix rebondissent, aidés par les exportations

Le coton reste à la mode



 **Analyse du 12/04/2017 | 11:30**
Opinion : Positive au dessus de 75
Objectif de cours : 80
Stop de protection: 73

Malgré l'essor des fibres synthétiques, le coton conserve une place majeure au sein du marché du textile en occupant une part d'environ 40%. La production mondiale de cette fibre naturelle est estimée à 30 millions de tonnes par an, dont les principaux producteurs en 2016 sont l'Inde et la Chine, devant les Etats-Unis et le Pakistan. Toutefois, les Etats-Unis demeurent le premier pays exportateur.

Le cours du coton a récemment accusé un repli important, marqué par les estimations du département américain de l'Agriculture (USDA), qui table sur une hausse de l'offre mondiale en 2017. Selon leur dernier rapport mensuel, l'institution prévoit une augmentation de 21% des surfaces plantées en coton aux Etats-Unis par rapport à 2016. A cela s'ajoute la liquidation des contrats mai 2017 qui arrivent à échéance, amplifiant mécaniquement la correction du cours.

Toutefois, la demande mondiale reste dynamique au regard des exportations américaines qui affichent des chiffres record. Celles-ci ont progressé de près de 4% entre le mois de mars et février, constituant un véritable soutien de court terme aux prix.

Il conviendra également de ne pas négliger deux éléments. D'une part, l'évolution des stocks chinois de coton continuera d'influencer les prix. Une des spécificités de ce marché réside dans le fait que plus de la moitié des stocks mondiaux sont détenus par la Chine. Par conséquence, Pékin dispose des moyens d'inonder à tout moment le marché physique. D'autre part, la dynamique des cours pétroliers reste primordiale dans l'analyse du prix du coton puisqu'ils affectent directement la compétitivité des fibres synthétiques. Autrement dit, une hausse durable du prix du baril obligerait les intervenants à arbitrer en faveur de la fibre naturelle, qui deviendrait relativement moins chère.

Techniquement, le contrat sur le coton a rebondi sur une oblique ascendante de moyen terme sur la base des 73,5 cents. Ce sursaut pourrait marquer l'épuisement du mouvement secondaire baissier. Ainsi la tendance de fond devrait reprendre ses droits pour emmener les cours en direction des récents plus hauts, à savoir, la fourchette de prix comprise entre 78,4 et 80 cents. Néanmoins, un stop sera placé à 73 cents pour se prémunir contre un retour plus marqué de la correction.



Textile imports: development MEPs call for rules to curb worker exploitation

DEVE Press release - **Development and cooperation** – 21-03-2017 - 10:00



Relatives of Rana Plaza victims hold photos of their loved ones. @Rohat Ali Rajib

The EU Commission should propose rules obliging all players in the textile and clothing industry supply chain to respect the labour and human rights of their workers, say Development Committee MEPs in a resolution voted on Tuesday. They also advocate introducing EU tariff preferences and labels for sustainably-produced textiles.

“The EU has the means to set common rules that establish mandatory human rights obligations on partner countries and we are asking the Commission to do so. Voluntary initiatives and codes of conduct are always welcome, but citizens expect more. The EU needs new rules to ensure that hard-working people who produce our clothes are treated with dignity and respect worldwide”, said rapporteur Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL, ES).

Textile workers around the world, many of whom are young women and children, suffer long working hours, low wages, uncertainty, violence and hazardous conditions. These practices also harm the EU industry, as they result in social dumping, MEPs note in a non-binding resolution adopted by 14 votes to 2 with 8 abstentions.

To make the industry more responsible and prevent tragedies like the 2013 Rana Plaza factory collapse in Bangladesh, MEPs suggest a series of proposals:

- **binding due diligence obligations:** the EU Commission should table a legislative proposal for a binding due diligence system, based on [OECD guidelines](#), that covers the whole supply chain; this should focus on women's and children's rights and acknowledge existing national initiatives, once they have been audited,
- **conditional trade preferences:** the EU should ensure that "hot spot" textile exporting countries that have preferential access to the EU market comply with obligations; and the Commission should offer tariff relief for proven sustainable-produced textiles,
- **enforce labour rights and standards:** EU member states should promote the right to association and collective bargaining and an obligation to investigate accidents properly in their trade relations with developing countries,
- **clothing labels:** making the "social impact of production" visible on clothes can increase consumer awareness and help to bring about lasting change, and
- **role models:** EU institutions and Parliament's political groups should set a good example in their public procurement of textiles, including merchandising.

Next steps

The full House will vote on the resolution in April.

Background

According to World Trade Organisation figures, more than 70% of EU textiles and clothing imports come from Asia, where China, Bangladesh, India, Vietnam, Cambodia and Indonesia are the largest producers. Most buyers are global brands looking for low prices and tight production timeframes. They make frequent changes to product design, volume and timeframes, and place last-minute orders without accepting increased costs or adjustments to delivery dates. The consequences usually fall upon factory workers.

After the Rana Plaza tragedy, in which over 1,100 people died when a factory building collapsed in Dhaka, Bangladesh, many national initiatives started, including a draft French law on mandatory due diligence, a UK anti-slavery bill, a Dutch Agreement on Sustainable Textile and Garment, and a German Partnership for Sustainable Textiles. The EU Commission promised to bring forward an EU wide flagship initiative, but has so far failed to do so. Parliament wants to encourage the Commission to table this package of proposals.

Procedure: non-legislative resolution

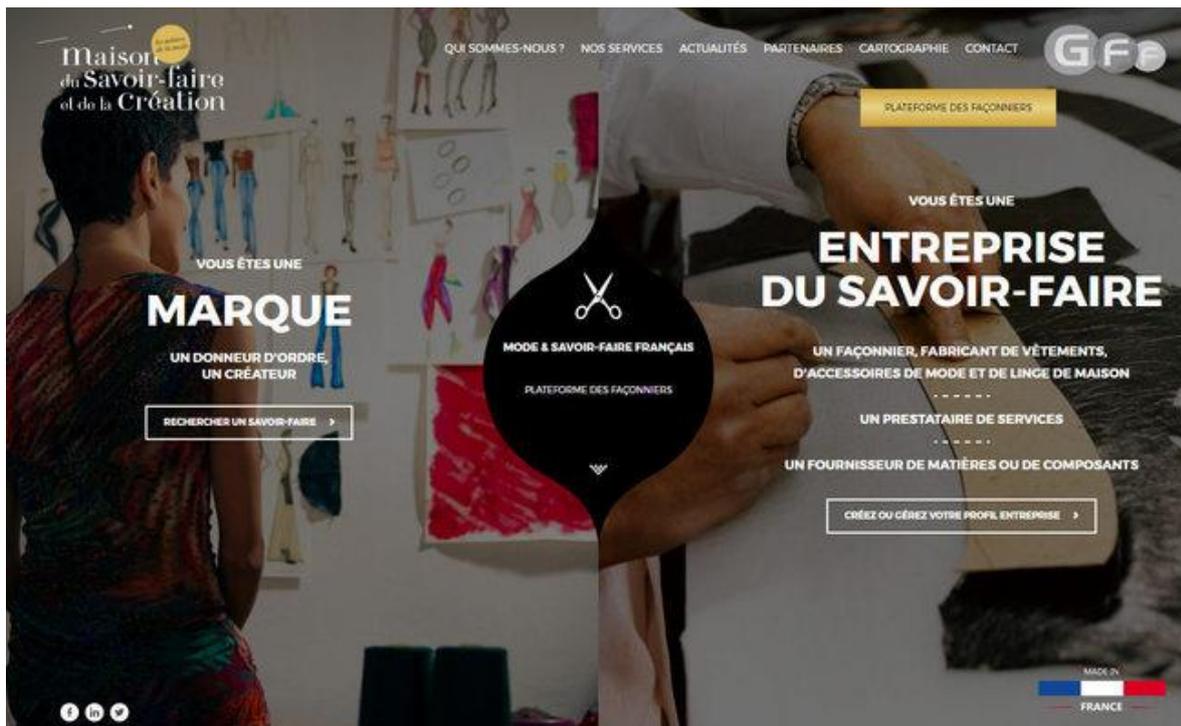
REF. : 20170321IPR67908

Updated: (21-03-2017 - 10:25

Par Matthieu Guinebault - 11 avril 2017

La Plateforme des façonniers fait peau neuve

La Maison du savoir-faire et de la création donne un nouvel élan à son annuaire global du sourcing. Lancée en 2007, la Plateforme des façonniers, qui permet aux marques de trouver des fabricants par régions, métiers ou type de produits, a révélé le 15 mars dernier sa nouvelle version, après avoir renforcé ses équipes en janvier.



La nouvelle version de la Plateforme des façonniers -
Maisondu savoirfaire.com

L'émanation du Groupement de la fabrication française a ainsi nommé Guénola du Halgouët responsable de la Maison du savoir-faire et de la création (MSFC), et recruté Perrine Sprimont comme chef de projet. De son côté, la Plateforme des façonniers ajoute une nouvelle corde à

son arc : une rubrique "annonces".

« L'objectif pour les professionnels est d'avoir un outil leur permettant de communiquer entre eux sur les recherches de partenariats, des offres de vente ou reprise de matériels, ou encore le recrutement de profils ciblés », explique à FashionNetwork Guénola du Halgouët.

Un travail de mise en relation qui se poursuit sur le terrain, notamment au travers du partenariat noué avec l'organisateur de salons Première Vision. La MSFC a ainsi participé au salon Made in France, qui s'est tenu les 29 et 30 mars derniers au Carreau du Temple à Paris, où elle a notamment invité des marques belges de prêt-à-porter haut de gamme à venir visiter le salon des façonniers hexagonaux.

Les équipes de la MSFC seront également présentes à Manhattan les 18 et 19 juillet prochains à l'occasion du salon Première Vision à New York. « Nous serons sur place pour représenter un certain nombre de façonniers français, et pour les mettre en relation avec les marques locales, explique Perrine Sprimont. Ce sera également pour nous l'occasion de présenter notre plateforme et notre activité d'accompagnement aux professionnels américains qui visitent le salon ».

La Plateforme des façonniers revendique plus de 30 000 visites mensuelles, dont une part avoisinant les 10 % viendrait de professionnels de la mode et du luxe opérant à l'étranger. Affiliée à l'Union française des industries de l'habillement (UFIH) et financée par le Defi, la MSFC continue par ailleurs d'organiser ses Rencontres business du savoir-faire, initiées en 2013, dont la prochaine édition se déroulera fin avril-début mai.

LECTRA : Lectra met le marché des chaussures de sport dans les starting blocks de l'Industrie 4.0 avec le lancement de VectorFootwear

Nasdaq le 11/04/2017 à 17:50

Lectra met le marché des chaussures de sport dans les starting blocks de l'Industrie 4.0 avec le lancement de VectorFootwear

Une plus grande agilité et des délais de production raccourcis font partie des bénéfices de la solution avancée de Lectra dédiée aux marques et fabricants de chaussures de sport

Paris, le 11 avril 2017 - Lectra, numéro un mondial des solutions technologiques intégrées pour les industries utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites, annonce le lancement de VectorFootwear, une technologie révolutionnaire compatible avec les standards de l'Industrie 4.0, qui transforme les salles de coupe traditionnelles des fabricants de chaussures de sport, en unités de production modernes et digitalisées.

VectorFootwear permet non seulement aux marques et aux fabricants d'être en accord avec les principes de l'Industrie 4.0, mais garantit également des avantages majeurs par rapport à la découpe à l'emporte-pièce : une optimisation du tissu, une flexibilité accrue, une productivité et une performance optimales, une qualité améliorée et une excellence opérationnelle.

« L'avance de Lectra dans l'Industrie 4.0 révolutionne la production, notamment dans un secteur utilisant beaucoup de main d'oeuvre comme la fabrication de chaussures de sport. VectorFootwear est né de la digitalisation et de l'automatisation des processus de production pour raccourcir les délais de commercialisation, fabriquer davantage de chaussures par heure, utiliser une plus grande variété de tissus et surmonter des défis techniques de plus en plus complexes », souligne Céline Choussy Bedouet, directrice marketing et communication, Lectra.

Reliés aux centres d'expertise de Lectra, les 180 capteurs de VectorFootwear rendent possible la maintenance prédictive, qui évite de coûteux temps d'arrêt machine. Avec un taux de disponibilité de 98 %, VectorFootwear est l'une des solutions de découpe les plus fiables du marché.

VectorFootwear peut remplacer quatre à huit découpeurs à l'emporte-pièce, selon le modèle utilisé. Par rapport à ce procédé traditionnel, la solution digitale de Lectra permet d'économiser 6 % de tissu en minimisant l'écart entre les pièces découpées, en combinant plusieurs placements et en découpant avec précision.

En complément, Lectra lance également une solution de placement dédiée à la chaussure, DiaminoFootwear, qui calcule en quelques minutes le placement optimal afin de maximiser

l'utilisation de tissu. Entièrement automatisé, ce logiciel permet d'effectuer rapidement des simulations de coûts très précises pour l'achat des matières.

Enfin, l'équipe de Professional Services de Lectra accompagne les fabricants et les aide à gérer le changement dans leurs processus industriels.

A propos de Lectra

Lectra est le numéro un mondial des solutions technologiques intégrées (logiciels, équipements de découpe automatique et services associés), dédiées aux entreprises qui utilisent des tissus, du cuir, des textiles techniques et des matériaux composites dans la fabrication de leurs produits. Elle s'adresse à de grands marchés mondiaux : la mode et l'habillement, l'automobile, l'ameublement, ainsi qu'une grande variété d'autres industries. Ses solutions métiers spécifiques à chaque marché permettent d'automatiser et d'optimiser la création, le développement des produits et leur production. Forte de plus de 1 550 collaborateurs, Lectra a développé dans plus de 100 pays des relations privilégiées avec des clients prestigieux en contribuant à leur excellence opérationnelle. Lectra a réalisé un chiffre d'affaires de € 260 millions en 2016 et est cotée sur Euronext.

www.lectra.com

Habillement : liquidation judiciaire de Mim, près de 800 emplois supprimés

16h06, le 26 avril 2017, modifié à 16h57, le 26 avril 2017



Le Tribunal de commerce de Bobigny a ordonné mercredi la liquidation judiciaire de l'enseigne de mode à petits prix, et la fermeture immédiate de 162 boutiques. @ DAMIEN MEYER / AFP

Le tribunal de commerce de Bobigny a ordonné mercredi la liquidation judiciaire de l'enseigne de mode à petits prix, et la fermeture immédiate de 162 boutiques.

Le tribunal de commerce de Bobigny a ordonné mercredi la liquidation judiciaire de l'enseigne de mode à petits prix Mim et la fermeture immédiate de 162 boutiques qui entraînera [la suppression de 791 emplois en CDI](#), a-t-on appris auprès des syndicats Unsa et CFDT.

Le tribunal a validé fin mars un plan de rachat partiel de la chaîne par un tandem formé par Tally Weijl et Etam, qui s'engageaient à reprendre 71 points de vente sur les 233 magasins en propre (et 90 affiliés). L'enseigne, fondée en 1976, avait été placée en redressement judiciaire en novembre après avoir connu des rachats

successifs qui s'étaient traduits par une dégradation de sa situation financière, dans [un contexte morose pour le secteur de l'habillement](#).

"Une décision scandaleuse" dénoncée par un syndicat. Dans un communiqué, le syndicat Seci-Unsa a dénoncé une "décision scandaleuse" qui "empêche toute possibilité de survie de cette entreprise (...) alors que le projet de reprise par l'intermédiaire d'une Scop avait très bien avancé" et que "l'État s'était engagé à l'accompagner financièrement".

14 avril 2017

Les ventes d'Orchestra en nette progression

Le spécialiste français des vêtements pour enfants se porte très bien, grâce notamment à son activité à l'international qui a bondi de plus de 14%.



Le groupe a réalisé plus de 60% de son chiffre d'affaires en France. (photo: Twitter)

Sur un an (du 1er mars 2016 au 28 février 2017), la société a réalisé un chiffre d'affaires de 609,4 millions d'euros, soit une hausse de 8,9% par rapport à la même période de l'exercice précédent, selon un communiqué du groupe. Sur le seul quatrième trimestre (décembre 2016 à février 2017), les ventes ont pour leur part grimpé de 8,6%, à 147,8 millions d'euros.

En 2016-2017, l'activité a été dopée par le bond des ventes à l'international hors Belgique et Luxembourg (+14,8%). La France reste toutefois son principal marché: le groupe y a réalisé plus de 60% de son chiffre d'affaires, à 382,4 millions d'euros (+5,8%). Orchestra-Prémaman a également bénéficié de la progression de 50% de

son activité «Puériculture», tout comme de l'activité «Commission-affiliations» (+4,1%) et celle des succursales (+11,1%).

Fusion programmée avec Destination Maternity

«Ces deux canaux de distribution principaux représentent 94,9% du chiffre d'affaires consolidé de la période», précise Orchestra. Le groupe a par ailleurs enregistré une augmentation du nombre de mètres carrés sous enseigne Orchestra exploités en succursales et en commission-affiliations, passant de 260 000 mètres carrés en février 2016 à 293 000 mètres carrés en février 2017.

Après deux précédentes tentatives de rapprochement, l'une fin octobre 2015 et l'autre en février 2016, le groupe a annoncé définitivement fin décembre sa fusion avec le numéro un du vêtement de grossesse aux États-Unis, Destination Maternity, qui devrait être effective mi-2017.

(L'essentiel/afp)

Lectra takes innovation to next level with Industry 4.0

By Michelle Russell | 11 April 2017

Font size        Email  Print

Smarter and better connected equipment and software, tools that are tailored to individual industries and end-users, and the use of big data to drive efficiency and responsiveness are all part of the new offering planned by technology specialist [Lectra](#) as it sets its sights on the Industry 4.0 era.

"What we want to do is really bring our customer to the next level," Daniel Harari, Lectra CEO, told journalists at the launch of the company's new vision in Bordeaux on Friday (7 April). "We have a new strategy for the coming ten years that will enable us to be a very strong company in Industry 4.0."

The event followed plans announced by the company last month to help fashion and apparel companies succeed as they step into the 'Industry 4.0' era – or the fourth industrial revolution – which combines automation with information so that real-time data can be used to drive the improve the overall effectiveness, efficiency and responsiveness of an operation.

Anchored in the digitalisation of industrial processes, from creation to production, a digital value chain in turn provides real-time links between creative teams and product development teams, smart factories, suppliers and consumers to deliver large-scale customised production, as well as quick-to-market, quality products.

Lectra to guide way into Industry 4.0 era

Lectra says its first focus will address pattern making, boosting the time spent on garment making, optimising fabric consumption, and leveraging the cloud. Asset management is another key area, as the company looks to help customers become "smarter and faster" in their decision-making. As is virtual prototyping, where 3D tools will play an increasingly important role; and a "more flexible and more affordable" PLM solution that will be configurable so one size will not fit all.

Also included in the plans are services for the leather goods market, as well as offer software licensing, and a data intelligence solution to "slice and dice data" to maximise efficiency.

"Data intelligence – it is coming from everywhere," says Mathieu Bonenfant, product line manager at Lectra. "We need to tap into data, all of us. Our software does consume and generate data, but it was not practical to use a few years ago because the technology was not there. It is now, and we believe artificial intelligence is the future. What do you get when you connect this with data? We are looking at what we can do here in the next few years.

"Data is so important, and the companies leveraging this are leading the industry. We see this more and more with Amazon. It is really becoming the focal point of everything, and we will give our customer this to be able to compete."

Connectivity with mobile devices will also be key, Lectra says, as a means of enhancing collaboration and interaction with customers.

"If you have your mobile with you, you will have no disruption between when you're at your desk or on the go," says Bonenfant. "We want to integrate this as part of our offering. Devices are becoming more convenient, and connectivity is improving every day."

Also within its strategy is an 'online university' providing customers with instant access to courses so they can "master our solution by themselves."

Cutting Room 4.0

To address pattern making, the first offering will be Cutting Room 4.0, updating its current solution with a complete workflow for cutting operations that offers a 360-degree view of the whole process.

Connected to ERP, MES and CRM systems, the new platform is customisable, meaning different solutions for different customers. It will also provide data to all involved, from the cutting room operator to the plant manager, "connecting the shop floor with the business objectives of the company; the person who is buying the equipment."

The concept, Lectra says, is about streamlining the cutting process, providing visibility, transferring information, and increasing flexibility in handling fabric machines. Currently being built with a select number of customers, Cutting Room 4.0 is set to be released next year.

"Today you have limits in the cutting room," says Frederic Gaillard, product marketing cutting room director. "If you consider a cutting process, the information is only going one way, so the different processes are not really correlated.



Lectra says its equipment is ready for Industry 4.0 change

"Today it is really difficult to have real time indicators. You need visibility, to be able to monitor, control and adjust, and continually improve. You have to have 360-degree visibility of what is going on. [Otherwise] it is very difficult to have traceability and understand what went wrong and how to fix it."

Gaillard says manufacturers want to reduce costs, measure, improve and sustain operational performance, and improve processes. Mass customisation, he adds, is also a big trend: nobody wants the same garment.

"They want to automate, simplify and strengthen knowledge. We are going to build different solutions for different industries, for different customers. The solution is also going to scale to the volume you are producing. We are going to create a solution tailored to needs that can grow and evolve with the customer as they are more aware of how they can control and improve."

Evolution

In order for Lectra to meet its goals, the company is continuing to increase its R&D budget, investing 10% of revenues into R&D from 2017 to 2019 – a rise of about 50% between 2016 and 2019.

"We believe this is how we are going to bring to the market the technology for Industry 4.0," adds Harari. "What we want to do is really bring our customer to the next level."

The investment is the result of continuous research that led Lectra to recognise four main trends influencing its customers: millennials, the digitalisation of business, China's evolving economy, and the emergence of Industry 4.0.

Millennials – "They are digital leaders. Most are based in countries such as China and India," Harari explains. "They are always connected and are attracted by personalised services. They want to be different and they are very concerned about quality at a low price. It's the largest generation in our history and it has changed completely the way companies look at their consumers."

Digitalisation – "The main technologies are the cloud, the Internet of Things, augmented reality and everything related to artificial intelligence, and the importance of the mobile. This has changed the way people work...and the basis of this is being able to control data. This means customers need to invent a new business model. If they think they can continue with what they have now, they will lose. It's the difference between winning and losing money."

China – "Around 52% of garments in the world are made in China compared to 5% in Vietnam; there is no second China. The projection five years from now is that it will have 42% of world production. The country is going to change drastically by becoming more of a consumption market and by moving to Industry 4.0 faster than any other countries because its government plan – Made in China 2025 – is very strong. This will give them an advantage over Europe and the US, but it also means opportunities for non-Chinese companies because they will buy more products."

Industry 4.0 – "This is all about changing the industry. The industry is not factories, it is the whole business. It's about industry being connected, sharing information, all along the value chain from design, to productivity, to manufacturing. It's about having intelligent machinery, and this means this flexibility to manufacture just in time and personalise products. It's a new paradigm, it's a complete change."

Harari says Lectra's equipment is ready for Industry 4.0, but admits it will take some time for the company, and the industry as a whole, to adapt fully.

"If companies think they will do it overnight they are wrong. In my opinion, it will take about ten years, with the exception of a few early adopters. The country where I think things have moved the fastest in the last five years is China. In reality, the rest are moving slower than China.

"It's about global manufacturing and the ability to network the whole supply chain. It's a way to manufacture everywhere and connect different factories and development points in different countries. It will be a competitive disadvantage if you don't move."

How Indonesia's Textile Products Can Compete Well Globally

Tuesday, 25 April 2017 | 01:34 WIB



Indonesian textile industry has grown at an average rate of 6.2% over the last five years. (Pakistan Textile Journal)

JAKARTA, NETRALNEWS.COM - Indonesia's exports of textile and textile products (TPT) were valued at US\$2 billion in the first two months of this year or 3 percent higher than in the same period last year.

"TPT industry is a labor industry providing jobs for around 3 million people that it could serve as a social safety net," Industry Minister Airlangga Hartarto said in a statement received here on Monday.

Airlangga said in 2016 investment in TPT industry was worth IDR7.54 trillion with exports valued at US\$11.87 billion employing 17.03 percent of workers in the manufacturing sector.

The minister said he was optimistic the country's TPT industry could compete well globally especially as the industry has been integrated from upstream to downstream sectors.

The minister, however, said the industry needs revitalization as the majority of factories now use old machines especially weaving and knitting factories. The machines need replacement as they are no longer efficient. "Revitalization, we have begun by using new machines and equipment has shown positive result , but the program has to be continued."

In addition, economic policy packages already issued by the government should be utilized by TPT industrialists by increasing investment, otherwise, in five years, the country's TPT industry would find it more difficult to face competition such as from India, China, Vietnam and Bangladesh.

He said currently the Industry Ministry is preparing a special regulation on fiscal incentive in the form of fiscal allowance for export oriented labor intensive industry. Industrialists will have income tax discount to be used for business expansion, he added. He said the Industry Ministry is seeking comprehensive cooperation agreement with Europe and the United States in the hope of benefit in the form of better tax facility. He said small industries would also be facilitated to boost exports.

Director General of Chemical, Textile and Multifarious Industries Achmad Sigit Dwiwahjono said imports of cloth are also a challenge hampering investment in TPT industry. The Industry Ministry, therefore, is teaming up with the trade Ministry to curb textile imports to protect the country TPT industry. In addition, the Industry Ministry encourages investment in the upstream sector to back up the domestic textile industry.

Habillement : le japonais Uniqlo renoue avec sa formule à succès

L'enseigne japonaise a profité à plein de la déflation qui touche l'Archipel depuis presque deux décennies. En France, quatre nouveaux magasins ont ouvert ce printemps

LE MONDE ECONOMIE | 14.04.2017 à 06h38 • Mis à jour le 14.04.2017 à 09h21 | Par Juliette Gamier

Chat échaudé craint l'eau froide. Tadashi Yanai n'augmentera pas les prix d'Uniqlo. C'est « impensable à ce stade », a observé le PDG-fondateur du groupe Fast Retailing, maison mère de **l'enseigne de mode**, lors de la présentation de ses résultats semestriels, jeudi 13 avril.

Trois ans après avoir retouché ses prix pour faire face à la hausse des coûts de fabrication, le groupe japonais jure qu'il ne modifiera en rien sa formule cette année. « Les salaires au Japon ont malheureusement trop peu augmenté », argue le PDG du groupe, dans des propos rapportés, jeudi 13 avril, par l'agence Reuters.

Uniqlo a profité à plein de la déflation qui, depuis presque deux décennies, touche l'économie japonaise. Partout, sur l'archipel nippon, l'enseigne a fait mouche grâce à une mode bon marché, au style intemporel, bien coupée et de bonne facture. Cette silhouette universelle – un jean, un pull en V, une chemise et une doudoune – lui a permis de séduire les familles japonaises confrontées à une perte de pouvoir d'achat, de s'imposer à la tête du marché japonais de l'habillement, puis de financer son implantation à l'étranger à marche forcée, en Chine en 2002, aux Etats-Unis en 2006, puis en France en 2007.

Le groupe exploite aujourd'hui 1 029 magasins à l'étranger, soit trois fois plus qu'il y a trois ans. Parallèlement, son offre s'est occidentalisée au gré de collaborations très

sages avec des créateurs de mode, les Parisiens Inès de la Fressange ou Christophe Lemaire.

La barre déjà largement redressée

Mais, en 2014, il avait été contraint de **revoir** sa **politique** tarifaire à la hausse. Ce fut un échec cinglant. Constatant l'augmentation des prix pratiqués en magasin, les Japonais s'étaient immédiatement détournés de l'enseigne. Uniqlo avait été obligé de **vendre** ses stocks au rabais. Son exercice 2015-2016 s'était clos sur un résultat net en chute de 56 %.

Ce temps-là est révolu. En 2017, il n'est pas question de **toucher** à cette formule de fabrication dans des pays à très faible coût de main-d'œuvre et de vente de gros volumes à petits prix dans de grandes surfaces installées sur les artères les plus fréquentées. Bien au contraire : l'essentiel réside dans les « *efforts de réduction de coûts* », rappelle l'enseigne dans son communiqué.

Fast Retailing a déjà largement redressé la barre. Sur les six premiers mois de son exercice 2016-2017, le groupe est presque parvenu à **atteindre** l'objectif des 100 milliards de yens (863 millions d'euros) de résultat net qu'il s'était fixé sur l'ensemble de l'année 2017. Son résultat d'exploitation a bondi de 31,5 %, pour **atteindre** 130,6 milliards de yens, tandis que son chiffre d'affaires ne gagnait que 0,6 % en un an, à 1 017 milliards de yens, soit 8,7 milliards d'euros, compte tenu de taux de change défavorable.

Au Japon, où l'enseigne exploite 791 magasins, le groupe a ainsi rencontré un franc succès début 2017. L'hiver rigoureux lui a permis d'écouler ses sous-vêtements techniques. A l'étranger aussi, ses doudounes ont trouvé preneurs. D'autant que, pour **accélérer** sa prise de parts de marché, Uniqlo soutient son activité de vente en ligne : les transactions réalisées sur la Toile ont bondi de 11,7 % par rapport à l'année dernière. L'**e-commerce** représente désormais 6,7 % de ses ventes.

Sillon BCBG

Parallèlement, la chaîne étend son réseau de magasins pour **convertir** le plus grand nombre à sa mode. Elle a ouvert 139 magasins en un an seulement. En France, où l'enseigne laboure le sillon BCBG qu'occupaient Benetton dans les années 1980 ou Gap dans les années 1990, elle exploite une vingtaine de magasins seulement. M. Yanai a récemment assuré **vouloir** en **aligner** une cinquantaine. Cette ambition se traduit par de multiples ouvertures dès cette année.

Depuis l'inauguration de son premier magasin en province, à **Marseille**, en 2014, dans le **centre** commercial des Terrasses du Port, Uniqlo est entré plus franchement dans les grandes agglomérations. Ce printemps, il inaugure quatre magasins, à **Lille**, **Montpellier**, dans le centre commercial de **Bordeaux Lac**, pour une deuxième unité dans la préfecture de Gironde, et en région parisienne, dans le centre commercial Val d'**Europe** (Seine-et-Marne).

Cette expansion doit lui **permettre** d'atteindre 1 850 milliards de yens, fin 2017, soit une progression d'activité de 3,7 % par rapport à l'exercice 2015-2016. A terme, Fast

Retailing, aujourd'hui numéro trois mondial de l'habillement, derrière Inditex (Zara) et H&M, espère **dépasser** l'espagnol et le suédois, les deux autres champions de la mode à petits prix. En 2020, la firme vise 3 000 milliards de yens de chiffre d'affaires, soit 25 milliards d'euros.

- Juliette Garnier
Journaliste au Monde



TUESDAY, 25 APRIL 2017 13:05

KENYA UNSURE ABOUT AGOA AND APPAREL EXPORTS TO THE US

The volume of Kenyan apparels shipped to the US under the African Growth and Opportunity Act declined by 12.1 per cent last year. The AGOA allows US buyers to import goods from sub-Saharan Africa without paying duties or facing quota restrictions. But whether AGOA will continue to be favored by the US remains uncertain.

The US is Kenya's largest apparel export destination. Textiles and apparel account for about 80 per cent of Kenya's total exports to the US under the pact. Direct employment generated by AGOA increased by 2.5 per cent in 2016 while the number of enterprises operating at the export processing zones in Kenya increased to 91 from the 89 recorded in 2015. Total sales by the enterprises in the 65 export processing zones increased by 5.8 per cent in 2016 compared to the year before.

Exports from the export processing zones increased 3.7 per cent, accounting for 91.9 per cent of total sales. With the country becoming more visible on the global map, local traders are increasingly opening more supply channels to the US, helped by increased interactions with American investors. Kenya is looking to expand the list of products it exports.



MONDAY, 24 APRIL 2017 13:19

LAOS : EU'S NEW HUB FOR GARMENT SOURCING

A Recent survey has found Laos one of the last surviving communist country in the Indo China Peninsula is a safe haven for exporting beyond the clutches of China's monopoly. Laos has maintained a concrete export corridor with the European Union. Germany an active member in the EU is a leading trade partner of Laos due to bilateral trade policy.

Laos and the European Union (EU) also have a bilateral trade cooperation agreement that allows a number of Lao products, mostly woven textiles and clothing, to be exported to various parts of Europe.

From 2013-16 the Lao exported garments worth over \$221.31 million to Germany while unprocessed coffee products came in second with a value of more than \$26 million. In fact, Laos has exported over 40 products to Germany; including agricultural products, handicrafts and beverages with a value of more than \$262.38 million.

EU cooperation also helps Laos develop and improve its trade policy and capacity to maximize its economic development and poverty reduction as well as help it integrate into the world economy. European Union is also trying to remove the monopoly set by Chinese companies in the peninsula.

Dans une gigantesque usine textile de Madagascar

MERCREDI, 29 MARS, 2017
HUMANITE.FR



Soixante dix ans après le soulèvement de Madagascar pour son indépendance, sauvagement réprimé par les troupes françaises, 90% des 23 millions de Malgaches vivent sous le seuil de pauvreté, moins de 1,25 dollar par jour et vit dans une précarité de tous les jours. Dans ce pays, l'un des cinq plus pauvres au monde, la mortalité infantile atteint 4,1%. Seuls 15% de la population a accès à l'énergie et encore, au mieux quelques heures par jour.

Antsirabe, une ville coquette des hauts plateaux malgaches, compte 200.000 habitants et un seul véhicule de pompier appartenant à la Socota, la grande entreprise de textile de la ville. Propriété d'un fonds mauricien et pour 25% de l'État, reste d'une nationalisation passée, diversifiée aussi dans l'agriculture et la pêche de crevettes, elle aligne 3.000 salariés dans son immense atelier de confection qui fournit Décathlon, Zara, Camaïeu.

Une autre équipe de même importance prendra le relais la nuit pour tailler les cotons produits et imprimés par ses soins. «Des textiles haut de gamme et des modèles que nous créons», s'enorgueillit sa directrice générale, Véronique Auger. Les conditions de travail sont rudes mais on y gagne mieux sa vie qu'ailleurs, jusqu'à deux fois le Smic local, si on remplit les cadences.

Sur chaque ligne de production, des pictogrammes affichent le rythme tenu par les salariés : on y voit plus de figures renfrognées que de sourires... rares sont les équipes qui toucheront la prime.

Mais alors que la population ne dispose que de revenus aléatoires, les jeunes cherchent à se faire embaucher. Cantine gratuite, 18 clubs de foot et 8 de basket, une école d'ingénieurs, des cours de français (dispensés par l'Alliance française) ou d'informatique pour les enfants des employés, un centre médical gratuit financé par le groupe et 27 autres entreprises. On croirait une entreprise textile du nord de la France, au début du siècle dernier. Paternaliste ? « Il faut bien pallier les carences des pouvoirs publics », répond Véronique Auger.

3 avril 2017

LE SECTEUR DU TEXTILE ET CUIR TIRE À LA BAISSÉ L'EMPLOI INDUSTRIEL

L'emploi dans l'industrie manufacturière, hors textile et cuir, a augmenté de 63,5% entre 2007 et 2016.

Les services personnels et domestiques, une branche appelée à se développer fortement. Les emplois peu ou pas qualifiés à l'épreuve des mutations de l'économie.

En 2016, l'économie marocaine a perdu 37 000 emplois nets. Ainsi présentée, l'information est au minimum incomplète. En fait, les 37000 emplois perdus sont le solde entre la création de 126 000 postes d'emplois rémunérés, dont 25 000 en milieu urbain, et la destruction de 163 000 postes non rémunérés, en totalité enregistrés en milieu rural, nous apprend l'enquête du HCP sur le marché du travail en 2016. Sous cet angle, la dynamique de l'emploi apparaît non plus seulement comme un processus d'accumulation quantitative, mais aussi de transformation qualitative des structures de l'économie. Certes, cette transformation est encore lente, elle n'en est pas moins réelle cependant. Pour le vérifier, il importe d'observer l'évolution de l'emploi non plus seulement dans les grands secteurs d'activité, mais aussi à travers le comportement des branches et même des sous-branches d'activité (pour autant que l'information soit disponible, ce qui n'est pas toujours le cas).

La situation du secteur industriel est, à cet égard, intéressante à observer. Souvent, l'on a expliqué que ce secteur ne crée pas assez d'emplois, ce qui, admettons-le, n'est pas tout à fait faux. En termes agrégés, en effet, l'industrie (y compris l'artisanat) n'a créé, ces quinze dernières années, que 1 000 emplois nets par an en moyenne. Bien plus, en croisant les chiffres du HCP et ceux du ministère de l'industrie, on constate que sur les dix dernières années, le volume d'emplois du secteur industriel (y compris l'industrie extractive et l'artisanat) a baissé de 8% (-100 000 emplois) à 1 166 000 emplois.

Et cependant, lorsqu'on décompose ces statistiques par branches, on se rend bien compte que les pertes d'emplois ne concernent que l'artisanat et l'industrie du textile et cuir, soit les métiers à fort contenu en main-d'œuvre et souvent de moindre qualification. A cela, il faut ajouter, s'agissant du textile et cuir, la forte concurrence des pays asiatiques, en particulier ; une concurrence face à laquelle, du reste, de grands pays comme la France et les États-Unis n'ont pas pu (ou su) résister. Résultat : la part du textile et cuir, qui représentait près de 44% de l'emploi industriel en 2007, tombe à 28% aujourd'hui.

Le volume de l'emploi dans l'agroalimentaire a presque doublé en dix ans

Mais hormis le textile et cuir (ainsi que l'industrie extractive dont l'emploi a quasiment stagné), les

autres branches des industries de transformation ont réalisé, entre 2007 et 2016, une croissance de l'emploi de 63,5% (ou +166 756 postes nets). Et toutes les branches y ont participé. Ainsi, la branche agroalimentaire a vu son volume d'emplois augmenter de 93,4%, à 142235 postes sur la période considérée ; celle de la chimie et parachimie de 38%, à 123656 emplois ; l'industrie mécanique et métallurgique de 82,8%, à 91 278 postes, et enfin, l'industrie électrique et électronique de 43,6%, à 68 234 postes d'emplois.

Bien entendu, on peut considérer que, sur dix ans, ce niveau de création d'emplois est insuffisant au regard des besoins exprimés et qui se manifestent dans le taux de chômage, bloqué à légèrement moins de 10% depuis une dizaine d'années. A ceci près que ces industries-là, contrairement au textile et cuir, sont capitalistiques et relativement peu consommatrices de main-d'œuvre peu qualifiée. D'ailleurs, lorsque le secteur industriel est appréhendé dans son ensemble (y compris donc le textile et cuir), la productivité du travail, entre 2008 et 2014, y est la plus faible (+0,1%), alors que dans l'agriculture, elle est de 9,2% et dans les services de 3,3%, selon les indications du HCP, publiées dans son étude sur le rendement des investissements en 2016. Mais c'est déjà mieux que sur la période 1998-2007 où la productivité du travail dans l'industrie était négative (-1,6%). La légère amélioration obtenue sur la période suivante (2008-2014) n'a été possible que parce que, précisément, il y a eu une baisse des emplois occupés, principalement dans l'industrie du textile et cuir. Il serait toutefois intéressant de mesurer le niveau de productivité du travail des seules industries de transformation, non compris le textile et cuir. Car, sans aucun doute, c'est cette branche qui tire vers le bas les indicateurs du secteur.

Quid des autres branches d'activités, hors industrie ? Dans le secteur secondaire, le BTP est, après l'industrie, le deuxième gros employeur. Le volume global d'emplois, entre 2007 et 2016, y a augmenté de 15,4% à plus de 1 million de postes. Là encore, en dix ans, l'évolution est relativement faible compte tenu des caractéristiques de cette activité et de son potentiel de croissance. Mais c'est compter sans la crise qui a frappé le BTP, engendrant des pertes nettes d'emplois en 2012 et 2013 (-70 000 postes) et une stagnation en 2014. Avec la reprise de l'activité en 2015 et 2016, 54 000 emplois nets ont été créés au cours de ces deux années. Inutile de rappeler cependant que les emplois ici sont fortement marqués par leur précarité, et il est significatif à cet égard que le taux de sous-emploi y est le plus élevé, approchant les 20%, contre 9% dans l'industrie par exemple.

Dans l'activité électricité, gaz et eau, autre branche du secteur secondaire, les chiffres disponibles montrent, en revanche, une baisse du volume de l'emploi de 18,6%, à 34 000 postes environ, par rapport à 2007. Cette évolution ne devrait toutefois pas surprendre ni étonner, compte tenu, d'une part, de la technicité qui caractérise ces métiers, et, d'autre part, de la forte numérisation de certaines tâches, comme le paiement des redevances par exemple. De ce point de vue, la baisse de l'emploi aurait pu être plus importante n'était le développement de la filière des énergies vertes. Et, justement, vu les nombreux programmes prévus ou en cours de réalisation, on peut penser qu'à terme cette filière pourra permettre de rééquilibrer le volume global de l'emploi dans cette branche.

Commerce de détail et de gros, la branche qui emploie le plus

Dans le secteur tertiaire, la branche commerce de détail et de gros est celle qui offre le plus grand nombre d'emplois : 1 487 000 postes, soit une hausse de 16,7% par rapport à 2007. C'est de loin la branche d'activité qui emploie le plus de monde, tous secteurs confondus. Rien d'étonnant là encore puisque, en général, le commerce, sauf pour certaines tâches, n'exige pas

de qualification particulière ni même d'ailleurs de fonds substantiels. En particulier dans le commerce de détail.

Avec quelque 560 000 emplois en 2016, soit une augmentation de 20,3% par rapport à 2007, la branche des services personnels et domestiques (coiffure et soins de beauté, blanchisserie-teinturerie, bains et soins corporels, travail domestique, etc.) occupe la deuxième place dans le secteur tertiaire. Et il est à parier que, évolution de la société aidant (nucléarisation de la famille, allongement de l'espérance de vie, etc.), cette branche d'activité ira en se développant, comme il est loisible de le constater ailleurs. En revanche, l'emploi dans les services sociaux fournis à la collectivité (santé, enseignement, cultes, hygiène...) n'a que très peu progressé en dix ans : +2,6%, à 547 000 postes environ. La branche «transport, entrepôt et communication» a également peu évolué en termes d'emploi : +6%, à 480000 postes. Par contre, le volume de l'emploi dans l'hôtellerie et la restauration a, lui, enregistré une croissance de 24,6%, à 270 000 postes environ par rapport à 2007. Dans la branche «réparation», l'emploi a presque stagné : +1,3%, à 185 600 postes sur la période considérée. Faut-il y voir la conséquence du développement du consumérisme, avec des produits plutôt «jetables», en tout cas à faible durée de vie ? Grâce à la baisse des prix des produits de grande consommation et l'accès relativement facile au crédit, il est souvent plus intéressant de s'offrir un «frigo» neuf, par exemple, que de prendre la peine de réparer l'ancien.

Au total, si le volume global de l'emploi ne progresse pas suffisamment et que, par conséquent, le chômage se maintient au même niveau qu'il y a dix ans, c'est parce que l'économie, confrontée aux exigences de la compétitivité, est sommée en quelque sorte d'opérer sa propre mue. Moyennant quoi, les emplois peu ou pas qualifiés et ceux, encore nombreux, qui ne sont pas rémunérés (plus de 20%) en feront les frais.

Le jean marocain à l'assaut du marché néerlandais



KARIM HANDAOUI · 20 AVRIL 2017



Kingpins Show

Dans le cadre du Plan d'Accélération Industrielle, **Maroc Export** a organisé en concertation avec l'Association Marocaine des Industries du Textile et de l'Habillement (**AMITH**), la deuxième participation marocaine à « **Kingpins Show** », qui a eu lieu à Amsterdam aux Pays-Bas les 19 et 20 avril 2017, annonce le Centre. Ce salon a enregistré lors de l'édition 2016 la participation de 99 exposants originaires de différents pays, avec la présence de plus de 3800 visiteurs.

La participation marocaine à cette édition a pour objectif la promotion de la filière Denim sportswear et la consolidation de son positionnement sur le marché européen, en mettant en valeur la qualité et la créativité comme atouts des entreprises marocaines., précise Maroc Export. De plus, les exposants marocains avaient pour objectif d'affirmer à la distribution européenne que l'offre marocaine de Denim est la solution gagnante en tant qu'offre globale, de collections et de produits finis « Fast fashion » au service de la mode, selon la même source.

Le secteur textile représente un secteur stratégique au sein de l'activité industrielle nationale par sa contribution aux agrégats du secteur (27% des emplois et 7% de la valeur ajoutée industrielle). Dans le contexte de crise économique qui a touché ses principaux partenaires (notamment l'Espagne et la France qui absorbent près de 60% des exportations du secteur), le textile a fait preuve de résilience. Le secteur offre plus de 156.648 emplois et compte 1075 entreprises opérantes, il génère 7% de la valeur ajoutée industrielle, 27% des emplois industriels, 5% de la production du secteur industriel, et 5% du chiffre d'affaires industriel, soit 22,3 milliards de DHS, précise Maroc Export.

Participation du Maroc à l'exposition "Denim By première vision Paris"

Lundi 24 Avril 2017 modifié le Lundi 24 Avril 2017 - 15:44

L'Agence marocaine de développement des Investissements (AMDI) présente un espace inédit dédié à la création marocaine et expose pour la première fois au "Demin By première vision Paris", les 26 et 27 avril, une collection innovante et 100 % made in Morocco.

Initié en collaboration avec le visionnaire du denim, François Girbaud, cette manifestation a pour objectifs de soutenir et promouvoir l'industrie marocaine du denim et de renforcer la compétitivité des entreprises du pays.

A travers une collection itinérante développée avec le créateur François Girbaud autour du hem (le bas du jean) sur le thème "Cleaning the Planet", le public peut découvrir les atouts d'une industrie du denim marocaine créative, aux innovations techniques de pointe et engagée dans une production toujours plus responsable, avec des solutions alternatives qui respectent et protègent l'environnement, selon l'AMDI.

Cette exposition sera également l'occasion de mettre en valeur les compétences que l'industrie textile marocaine a à offrir. En effet, l'industrie du textile et de l'habillement au Maroc est en évolution constante et les exportations bénéficient d'une croissance soutenue. Le secteur bénéficie également de la confiance et du soutien de tous les acteurs publics et privés.

Le Maroc a récemment adopté une stratégie concertée, innovante et tournée vers l'avenir, qui vise à créer jusqu'à 100.000 nouveaux emplois à l'horizon 2020 et fait de ce secteur l'industrie leader du textile et de l'habillement sur le continent africain, ainsi qu'une force majeure au sein de la zone euro-méditerranéenne.

1.600 entreprises opérant dans le secteur produisent plus d'un milliard d'articles par an et génèrent en moyenne un chiffre d'affaires annuel de 3 milliards d'euros.

Les atouts économiques et industriels du Maroc seront présentés lors d'une conférence sous le thème "la filière Denim Maroc : développement durable, moteur de croissance".

Lors de cette conférence, seront également présentées des solutions concrètes 100 % marocaines aux marques qui cherchent à allier innovations technologiques, compétitivité, production responsable et créativité pour leurs collections de denim.

L'INDUSTRIE TEXTILE SUSCITE UN GRAND ENGOUEMENT CHEZ LES TURCS

Par [Ismail Benbaba](#) le 18/04/2017



© Copyright : Dr

Kiosque360. La stratégie des écosystèmes a boosté le secteur textile qui suscite, désormais, de gros appétits chez les investisseurs étrangers, notamment les industriels turcs.

La bonne dynamique de l'industrie du textile ne cesse d'attirer de nouveaux investisseurs. Le secteur s'apprête, en effet, à accueillir son premier industriel turc. Selon l'hebdomadaire *Telquel*, qui rapporte cette information dans sa livraison actuellement en kiosque, il s'agit d'un acteur majeur spécialisé dans le tricot et qui, actuellement, négocie l'implantation d'une usine intégrée dans le royaume. Notons que la production de cette usine sera totalement orientée vers l'export, notamment vers le marché américain. Selon l'hebdomadaire, cet industriel turc entend surtout profiter de l'accord de libre-échange entre le Maroc et les Etats-Unis pour desservir sa clientèle américaine.

Force est de constater que l'industrie textile marocaine est en train de monter en puissance, boostée par le Plan d'accélération industrielle (PAI) qui a instauré la stratégie des écosystèmes. «L'écosystème textile au Maroc commence à porter ses fruits, et nous assistons à un véritable redémarrage de cette industrie», a d'ailleurs souligné, dans une récente sortie médiatique, Moulay Hafid Elalamy, ministre de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique. Et pour preuve, il a, entre autres, annoncé le retour du groupe italien Legler, spécialisé dans la fabrication du denim.

Tout cela montre bien l'engouement que suscite le secteur auprès des investisseurs. Pour rappel, le secteur du textile constitue un véritable champ de bataille entre le Maroc et la Turquie. Les

médias ont récemment rapporté, en effet, que l'AMITH, association regroupant les textiliens du royaume, avait lancé une étude pour prouver le dumping exercé par les opérateurs turcs sur le marché marocain. Selon l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement, les résultats issus de cette étude, qui sera menée par un cabinet spécialisé, permettront aux opérateurs d'enclencher les démarches de défense commerciale légale. A en croire ce que rapportent certains médias, les marques turques, qui s'installent soit en propre ou en franchise via des partenaires marocains, importent leur produit en exonération de droits de douanes, profitant ainsi de l'accord de libre-échange entre le Maroc et la Turquie pour commercialiser leurs produits à des prix défiant toute concurrence.

Certains de ces opérations reçoivent même de l'aide de la part de leur gouvernement dans l'investissement, l'exportation et la distribution. Les enseignes turques émiettent donc les parts de marché des opérateurs locaux. D'où la guerre déclarée. A en croire plusieurs médias, ce qui irrite énormément nos opérateurs, c'est le fait que le marché local est totalement accessible aux Turcs alors que le marché turc, de son côté, demeure infranchissable pour les exportateurs marocains.

Textile: la guerre Maroc-Turquie est déclarée



10 avril 2017

par Hayat Gharbaoui

L'association des textiliens marocains vient de commander une étude pour prouver le dumping exercé par les opérateurs turcs sur le marché local. Une concurrence déloyale qui détruit des centaines de milliers d'emplois.

Les professionnels du secteur se mettent en ordre de bataille. Ils annoncent par le biais de leur fédération — l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (Amith) — le lancement d'une étude ayant pour objectif de prouver l'existence de concurrence déloyale sur le marché local. "À partir des résultats de l'étude qui sera menée par un cabinet spécialisé, nous allons entreprendre toutes les démarches de défense commerciale légale", explique Karim Tazi, président de l'Amith. Pour ce dernier, la situation sur le marché local est alarmante. Pour preuve, les chiffres du HCP : 200 000 emplois ont été détruits entre 2009 et 2013. "Et la situation a empiré depuis", insiste le patron de l'Amith

Trabando à Guergarate

Ce sont les opérateurs qui produisent pour le marché local qui souffrent le plus de cette destruction massive d'emplois. La raison ? La concurrence déloyale. "On a mis du temps à le comprendre, surtout que les statistiques officielles en notre possession ne faisaient pas ressortir cette réalité alarmante. Mais après une analyse détaillée, nous nous sommes rendu compte que cette période coïncidait avec les années où la contrebande et les pratiques de concurrence déloyale se sont développées, conjointement au phénomène d'installation de plusieurs marques low-cost", explique Karim Tazi.

Et ce ne sont pas Sebta et Melilia qui décrochent la palme d'or des entrées de produits de contrebande. Tout en restant deux portes d'entrée incontestables, les deux enclaves du nord ont été détrônées par Guergarate. Ce poste-frontière au sud de Dakhla est devenu, en l'espace de quelques années, la principale source de contrebande sur le marché local. Quand l'administration de douane a pris des mesures pour combattre la sous-facturation, l'essentiel des marchandises a été dérouté vers la Mauritanie, dont les exportations de textile vers le Maroc ont été multipliées par dix en moins de deux ans, à en croire les données de l'Amith. "Soit la Mauritanie est devenue un grand pays industriel dans le textile sans avoir d'usines, soit elle sert de passage aux marchandises d'autres pays, comme la Chine", signale Karim Tazi. Mais la problématique de l'informel ou de la contrebande n'est pas vraiment nouvelle, contrairement à l'offensive des marques low-cost qui s'installent en propre sur le marché marocain.

L'invasion turque

L'association des textiliens refuse de pointer du doigt un opérateur ou un autre, mais son regard est, de toute évidence, tourné vers les marques européennes en général, et turques en particulier. Les "Bims du textile", comme certains opérateurs les appellent, multiplient les ouvertures depuis quelques années, grignotant de larges parts du marché local. LC Waikiki, Defacto, Koton — pour ne citer que les plus connues — sont toutes des enseignes turques implantées en propre ou en franchise via des opérateurs marocains. Elles importent leurs produits en exonération de droits de douane, profitant ainsi de l'accord de libre-échange, signé avec le Maroc, et les commercialisent à des prix déifiant toute concurrence. Certaines d'entre elles sont aidées par leur gouvernement dans l'investissement, l'exportation et la distribution. "Tous ces avantages représentent un cumul de compétitivité de l'ordre de 25% par rapport à nous. Comment voulez-vous que les acteurs locaux puissent les concurrencer ?", s'indigne un opérateur local qui qualifie ces pratiques de dumping. D'où l'étude qui sera commanditée par l'Amith et dont l'objectif principal est de démontrer justement cette concurrence déloyale. "Certaines sociétés, même si elles paient leurs droits de douane, font du dumping social à des niveaux qui peuvent atteindre les 40%.

C'est à se demander si nous n'avons plus personne à employer au Maroc ?", tonne le patron de l'Amith, qui craint que les producteurs marocains ne se convertissent en importateurs ou ferment boutique tout simplement. "Ce sont les seules alternatives qui restent. Rares sont ceux qui se battent pour rester compétitifs", s'alarme-t-il.

Œil pour œil ?

Ce qui révolte le plus les opérateurs marocains, c'est que le marché local est entièrement accessible aux Turcs, alors que le marché turc demeure infranchissable pour les exportateurs marocains. Un d'entre eux, qui essayait de faire une première opération dans le pays d'Erdogan, nous raconte qu'il a été "dégoûté" par les différents tests et analyses imposés par les autorités. Sa marchandise est restée indéfiniment bloquée à la douane sous prétexte que quelques pièces ont été déclarées non conformes. L'opérateur, dont la marchandise est devenue démodée dans le monde du fast-fashion, a fini par abandonner l'idée de s'installer sur ce marché.

Cet exemple illustre parfaitement l'agressivité dont font montre les Turcs pour protéger leur marché local, sans toutefois tomber dans l'illégalité. L'Amith connaît bien ce phénomène pour avoir, elle-même, été empêchée de faire parvenir en Turquie de simples échantillons de produits destinés à être exposés dans un salon professionnel. "La Turquie est le champion des barrières non tarifaires, ce sont des voyous en termes de pratiques commerciales", s'insurge un opérateur.

La solution selon Karim Tazi : appliquer la règle de la réciprocité. "Nous considérons que le secteur a un potentiel énorme de création d'emplois sur le marché local à partir du moment où on remet la défense commerciale dans les termes normaux. On ne demande pas de privilèges. On demande juste une défense". Protéger ses frontières et soutenir ses champions à l'export est une stratégie d'État pour les Turcs et ça fonctionne. Autant faire de même.

Industrie. L'offensive est générale

Le textile n'est pas le premier marché touché par l'agressivité commerciale des Turcs. La céramique, l'acier, la grande distribution... nombreux sont les secteurs où la concurrence turque fait jaser. "Le modèle économique de BIM ne tiendrait pas un jour au Maroc sans subvention étatique", affirme un opérateur de la grande distribution. Si, sur ce secteur, il n'y a pas eu de mesures prises — BIM opère toujours librement —, ce n'est pas le cas d'autres secteurs comme la céramique et l'acier, où le Maroc a décrété des mesures de sauvegarde pour empêcher ces deux industries de disparaître. Des mesures qui ont déclenché la colère des Turcs qui, s'estimant

lésés — notamment sur les importations d'acier laminé à chaud —, ont saisi l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour lever les barrières marocaines. Le 12 janvier dernier, une délégation turque a ainsi demandé à l'OMC la mise en place d'un groupe spécial auprès de l'Organe de règlement des différends, arguant que "les consultations tenues avec le Maroc en novembre n'ont pas permis de régler le différend". Dans une précédente déclaration à TelQuel, Mohamed Benayad, secrétaire général du ministère chargé du Commerce extérieur, nous avait affirmé que "le Maroc a tenté de discuter, mais des négociations supposent que chacune des parties prenne en considération les arguments de l'autre. Ce n'était pas leur cas. La Turquie était venue pour nous dicter sa position". Le différend suit son cours devant les instances de l'OMC. La guerre commerciale Maroc-Turquie, elle, ne fait que commencer.

Textile : Le Maroc assure 50% de la production mondiale de Zara

Posté le lundi, 10 avril 2017 - 9:43 am



Infomédiaire Maroc - Dans un entretien accordé à l'Economiste, le ministre de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique, Moulay Hafid Elalamy, indique que l'"écosystème textile commence à porter ses fruits" au Maroc qui assiste à "à un véritable redémarrage de cette industrie".

Il souligne à ce propos que le groupe Inditex, leader mondial du textile, est en train de produire au Maroc près de 50% de sa marque Zara. Elalamy annonce par ailleurs le retour du groupe italien Legler, spécialisé dans la fabrication du denim, avec dans son tour de table un investisseur turc.

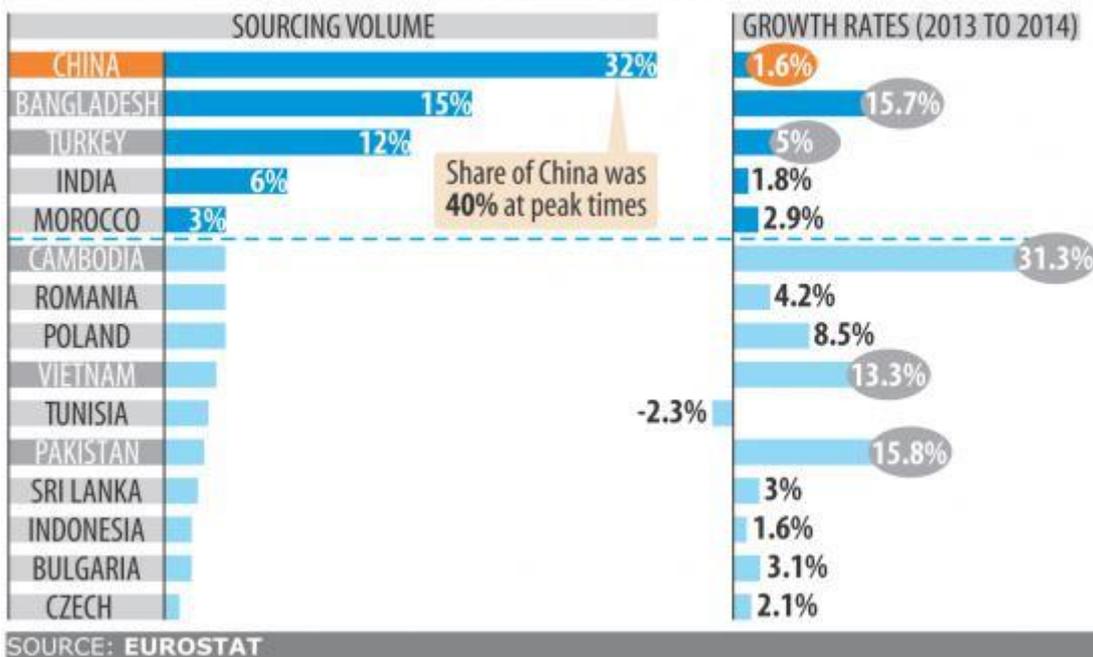


12:00 AM, April 28, 2017 / LAST MODIFIED: 12:00 AM, April 28, 2017

Watch out for Myanmar

The neighbour may dent Bangladesh's apparel trade, says a global consultancy firm

TOP APPAREL EXPORTERS TO EU IN 2015



Recovering from embargo, Myanmar has begun its comeback to the textile and apparel business as the country with the most potential to emerge as a formidable player among the garment producing nations, according to a study.

Myanmar has deep experience in the textile industry, but it does not cover all parts of the value chain.

However, foreign direct investment tripled within the last two years emphasising the high potential, according to the Kurt Salmon Global Sourcing Reference 2005-2015.

Kurt Salmon, a leading global strategy consulting firm focused on the retail industry, conducted the survey on the basis of Production Cost Indices (PCI) among six garment producing nations: Bangladesh, China, India, Morocco, Myanmar and Turkey.

Bangladesh is the most attractive destination to European retailers among the six nations due to its competence in the supply of quality products at competitive prices, according to the study.

The firm analysed the import data of apparel items from the six countries between 2005 and 2015. Among the six nations, China is in the second position because of higher costs of production and dearth of skilled workers.

India is the third most attractive destination, Morocco fourth, Myanmar fifth and Turkey sixth.

There is no back-up nation to Bangladesh for the global garment business at this moment, said Dhyana van der Pols, a sourcing consultant for a group of European garment buyers. “So, business will continue to grow in Bangladesh.”

However, Bangladesh needs to shift production to value-added items from basic garment goods, she said.

“Although we are passing a dull season now, the future outlook is very positive,” said Siddiqur Rahman, president of the Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association.

However, in global comparison of Kurt Salmon, Bangladesh is the second most attractive destination after Cambodia.

Globally, Cambodia is ahead of Bangladesh only because it uses more technology in production, the study said.

Production costs in China are almost reaching the level of Eastern Europe and Turkey and are even exceeding costs in Southern European rim locations such as Morocco. As China no longer has transportation lead times, and as a consequence, considerable less sourcing flexibility, its competitive strength is eroding rapidly, it said. “China is no longer a low-cost production country.”

Wages have tripled in China over the last decade and productivity gains were unable to level out this effect on overall production costs.

On the other end of the cost continuum, Myanmar and Bangladesh are showing the lowest PCI value.

Ongoing efforts to improve social and infrastructural conditions, such as the established minimum wages in Bangladesh and Myanmar, indicate further increases in sourcing costs for the future -- but still on a very competitive PCI level.

Bangladesh is gaining market share in sourcing for Europe and North America, the report said.

But the country is still mainly focused on less complex products. Bangladesh has the potential to further strengthen its relative position if production capabilities can evolve and quality can be improved while ensuring social and environmental compliance standards, according to the report.

The study said denim apparel shows a clear move away from China, which lost 7 percent in 2014, while most other markets have been able to strengthen their position.

Looking at the example of denim, Turkey, Tunisia and Poland have been able to expand their position, although cost structures are significantly higher than in the traditional low-cost Asian countries.

These countries offer better prices but come with limitations such as slow lead time, lower capability levels and concerns over corporate social responsibility.

China is wedged in the middle between both ends of the continuum, neither being fast nor cheap.

Nevertheless, the high level of capability and integration of production in China will no doubt continue to play a major role in the coming years, Kurt Salmon said.

“These developments are further supported by the survey of global leaders in sourcing. Highest future growth potential is observed in Vietnam, Bangladesh, Turkey, and Myanmar in contrast to expected ongoing losses in China.”

Garment exports accounted for nearly 85 percent of Bangladesh's total products sold overseas in 2016. The country's share in the global apparel market is about 6 percent.



THURSDAY, 06 APRIL 2017 12:12

GSP TO BOOST PAKISTAN'S EXPORTS TO EU

The European Union has granted Pakistan GSP Plus status till 2023. This enables Pakistan to increase exports of traditional and non-traditional products to EU member states. Pakistan and the EU share a strong bond in trade and investment. Pakistan sees the EU as an important trading bloc.

The EU accounted for 12.8 per cent of Pakistan's total trade in 2015 and absorbed 23.7 per cent of Pakistan's exports. More than 80 per cent of Pakistan's exports to the EU consist of textile and clothing. Pakistan's imports from the bloc mainly consist of machinery and transport equipment as well as chemicals.

Almost 72 per cent of Pakistan's exports to the EU go to the UK, Germany, Spain, the Netherlands and Italy. Pakistan is looking forward to opportunities of market penetration in other countries like Greece, Slovenia and Ireland.

Pakistan wants to export agro-based processed foods in collaboration with European companies through joint ventures and transfer of technology. The GSP Plus status is monitored and reviewed every two years.

The enhanced trade preferences under GSP Plus are of particular importance to Pakistan's textile and clothing industry. Over 70 per cent of EU imports from Pakistan are textiles and clothing.

Textile exporters to get refund 'soon'



Our Staff Reporter

KARACHI - President of the Federation of Pakistan Chambers of Commerce and Industry (FPCCI) Zubair Tufail has said that talks with the government are under way on payment of export refund so that the liquidity crunch faced by textile exporters can be addressed.

Talking to the media along with other senior members of the FPCCI during his visit to the 10th international textile machinery and garment technology exhibition on the second day of the event, IGATEX Pakistan 2017-Exhibition and Conference, on Thursday at the Expo Centre, Tufail expressed the hope that the issue of refunds would be resolved soon. "Payment of refunds would ease financial burden on exporters as cash flow position would improve. It will also boost morale of exporters," he added.

Appreciating the efforts of organisers of the exhibition, the FPCCI president noted that Pakistani exporters needed modern technologies and machinery to enhance their share in international market. "I am happy to see the products and their quality being displayed at the exhibition," he said.

He laid stress on introduction of latest machinery to increase textile production in Pakistan. “Bangladesh, despite being a cotton deficient country, has around \$35 billion exports. Similarly, other countries, which are preferring to adopt modern ways of production, are increasing their market share,” he added.

Saleem Khan Tanoli, CEO of FAKT Exhibitions, while sharing the feedback of the exhibition, told the media that hundreds of visitors, mostly engineers and technicians, were visiting to exchange views and get information about machinery being displayed.

He reiterated that Pakistan needed modern machinery and technology and this event provided avenues to traders and industrialists. “The exhibition is playing a vital role in the introduction of most modern machinery to the local industrialists, which increases productivity,” Tanoli added.

Improved law and order situation in Karachi has encouraged foreign exhibitors, which is reflected by the number of companies participating in the show, he noted.

At the exhibition organised by FAKT Exhibitions, more than 550 companies of 35 countries are participating with their latest machinery. Among others, 73 are Italian, 70 German, 50 Chinese, 25 Turkish and 80 Pakistani companies are showcasing their products.



Sénégal - Coton

27 AVRIL 2017 -

PAR [COMMODAFRICA](#)



Nouvelle politique audacieuse de soutien à la filière coton au Sénégal

C'est une véritable mission de reconquête du coton qui est menée au Sénégal. Elle s'accompagne d'un changement radical de la politique de soutien de l'Etat à la filière coton.

Le prix au producteur a été fixé en accord avec la Fédération nationale des producteurs de coton (FNPC) à FCFA 300 le kilo (€0,46) pour la campagne 2017/18. De loin le plus haut prix au producteur de la sous-région et FCFA 45 de plus au kilo par rapport à 2016/17 ! Un sacré coup de pouce aux cotonculteurs.

Changement de politique car l'Etat sénégalais a décidé en concertation avec les acteurs de la filière - la FNPC et la Société de développement et des fibres textiles du Sénégal (Sodefitex) - de mettre fin aux subventions aux intrants, soit FCFA 1,4 milliard (€2,13 millions), et de reporter cette somme sur le prix d'achat du coton aux producteurs, en hausse donc de près de 18% en 2017/18.

La mauvaise pluviométrie depuis trois campagnes mais aussi l'attrait toujours plus grand pour l'arachide, dont le prix est plus rémunérateur suite à une forte demande chinoise, a fait plonger la production de coton à un plus bas de 15 000 tonnes en 2016/17.

Les subventions aux intrants ont été au final très souvent détournées, les intrants étant rachetés aux producteurs pour être cédés dans les pays frontaliers de la zone cotonnière. Un trafic illicite au détriment de la culture du coton, observe Bachir Diop, directeur général de la Sodefitex.



Un prix au producteur plus incitatif mais aussi la mise en place d'une assurance récolte contre le déficit pluviométrique, tout ou partie subventionnée, devraient permettre à la Sodefitex de remonter la pente. En 2017/18, l'objectif est d'emblaver 30 000 hectares et de produire 25 000 tonnes de coton, indique Bachir Diop. Une intense campagne de communication, avec notamment des spots radio en différentes langues, est aussi menée pour convaincre les agriculteurs de cultiver à nouveau le coton



Tunisie : Les problèmes du secteur du textile discutés en CM

par **African Manager** - 26/03/2017 16:21



Un conseil ministériel se tiendra, dans les prochains jours, pour présenter des propositions permettant de trouver des solutions adéquates aux problèmes des secteurs du cuir et de la chaussure, du textile et du prêt-à-porter », a annoncé la présidente de l'UTICA, Wided Bouchamaoui.

Dans une déclaration à la presse, samedi 25 mars 2017 à la Kasbah, à l'issue d'une séance de travail ministérielle, tenue sous la présidence du chef du gouvernement,

Youssef Chahed et en présence d'une délégation de représentants de l'organisation patronale et des Fédérations nationales du textile et du cuir et de la chaussure, la présidente de l'UTICA a rappelé que « ces secteurs stratégiques à forte capacité d'emploi, se présentent comme l'un des piliers essentiels de l'économie du pays ». Dans le même contexte, elle a affirmé que la grève, qui sera observée le 28 mars courant, dans la capitale par les deux chambres syndicales nationales des commerçants de prêt-à-porter et de chaussures, se poursuivra, en cas de non satisfaction des revendications de commerçants, notamment en ce qui concerne l'aménagement d'espaces réservés aux commerces anarchiques.

Ainsi, la présidente de l'organisation patronale a réitéré l'impératif d'appliquer la loi pour lutter contre le commerce parallèle et l'implantation anarchique, et de mettre en place une feuille de route pour protéger et développer ces secteurs d'activité. De son côté, le ministre de l'Industrie et du commerce, Zied Laâdhari, a précisé, dans une déclaration à la presse, que « le gouvernement d'union nationale est déterminé à accorder plus d'intérêt aux affaires nationales et stratégiques, dont notamment les secteurs du textile, du prêt-à-porter et des chaussures, qui sont des sources de revenus pour des milliers d'ouvriers en Tunisie et un facteur essentiel pour impulser l'emploi et l'exportation ».

Laâdhari a ajouté que le chef du Gouvernement s'est engagé à se concerter avec les différentes parties concernées, pour définir des solutions aux problèmes d'ordre conjoncturel ou structurel, et ce, afin de promouvoir ces activités, qui demeurent une source de création d'emplois et d'impulsion de la croissance économique.

Crise du textile en Tunisie : vers la remise en cause des accords commerciaux avec la Chine et la Turquie

[Parnahed belkhiria](#) | 14 Avril 2017 à 11:50



Durant le mois du mai, un congrès national du secteur du textile aura lieu à Ksar Hellal, du gouvernorat de Monastir, organisé par l'UTICA, afin de mettre le point sur la situation délicate de l'Industrie du textile en Tunisie.

En effet, suite à une réunion entre la présidente de l'UTICA Wided Bouchamaoui et des représentants du comité d'organisation de l'évènement du drapeau national, il a été décidé de tenir une conférence à l'échelle nationale qui traitera un par un les points sensibles abordés lors de la réunion.

Parmi ces points, il a été reconnu que le secteur fait face à des problèmes profonds et qu'il est nécessaire d'agir en faveur du produit tunisien. Ces problèmes sont dus essentiellement à la contrebande, à l'exportation massive de produits qui n'obéissent même pas aux normes de santé et de sécurité, motivés par des accords établis avec

des pays comme la Chine et la Turquie. Ces accords ont été longtemps critiqués du fait qu'ils servent les intérêts du commerçant et de l'exportateur étranger au détriment de celles des industriels tunisiens.



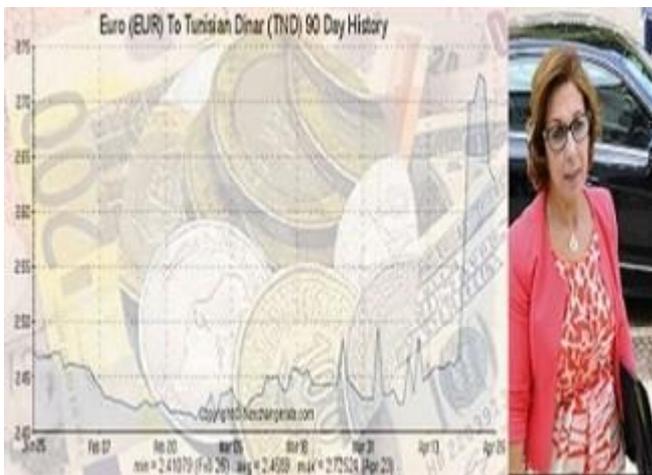
Une remise en question des termes de ces accords s'impose, d'autant plus que l'exportation massive de ces pays en particulier constitue « une hémorragie de la devise » en Tunisie.

Par ailleurs, ces faits appellent à prendre des mesures rigoureuses pour lutter efficacement contre la contrebande, l'évasion fiscale et toute sorte de fraude et d'exportation anarchique. Ces mesures doivent transparaître aussi bien au niveau des lois qu'au niveau de leur application sur terrain.

Notons finalement que parmi les suggestions pour booster ce secteur clé, il a été proposé à Wided Bouchamaoui (une proposition qu'elle a acceptée) de promouvoir une marque tunisienne nationale, à l'instar du Coq sportif en France, qui pourrait être l'Aigle de Carthage.

Tunisie-Change : La ministre crie au complot, mais elle a bien prononcé le «3 DT»

par [Khaled Boumiza](#) - 26/04/2017 17:44



Elle a nié l'avoir dit. Voici pourtant, textuellement, ce qu'elle avait déclaré lundi 17 avril 2017, sur les ondes de la radio privée Express Fm. *«C'est vrai que, dans le cadre de nos négociations avec le FMI, il y a tout un chapitre relatif à la politique financière. Le 1er objectif est que l'inflation reste à des niveaux raisonnables. La seconde question est la valeur du Dinar (...). Il est prévu, selon les propositions du FMI, que la BCT diminue ses interventions, pour laisser glisser le Dinar et qu'il diminue graduellement pour éviter qu'on soit*

amené à une dévaluation brutale. Actuellement, nous ne prévoyons pas une dévaluation brutale. Il se peut que la BCT diminue ses interventions pour laisser diminuer graduellement la valeur du Dinar, c'est-à-dire un glissement progressif (...). La ministre dit ainsi, clairement, que la politique de lissage du Dinar est une proposition du FMI, ce que réfute [Jihad Azour du FMI justement](#).

Interrogée ensuite par Wassim Belarbi sur une possibilité, même théorique, d'un Euro à 3 DT, la ministre répond que (Ndlr : [Timing exact de 30'53" de l'interview qui a duré 33'27 selon le Podcast mise en ligne par Express FM](#)) *«c'est en effet ce que disent les experts. Il y a même quelques études du FMI qui disent, même si ce n'est pas dans la conjoncture actuelle qui s'est légèrement améliorée, mais dans des périodes antérieures, que l'Euro à 3 DT est la situation normale de l'économie car la valeur du Dinar est le reflet de la situation économique* ». Le mot est dit. Pas en présence d'un conclave d'experts ou de spécialistes du change, mais dans une radio grand-public et à une heure de grande écoute. Le grand public l'a certainement mal interprété, mais il fallait peut-être tenir compte de tout cela et nuancer ou préciser les propos. Or la ministre s'était déjà envolée, dès le lendemain, vers Washington pour achever les négociations avec le FMI.

• **Chronique d'une chute malintentionnée**

C'est en fait, en confirmant, certainement de manière involontaire, cette hypothèse de l'Euro = 3 DT en citant des études du FMI à l'appui que la ministre a donné le top départ aux anticipations des opérateurs économiques, sur un marché où la devise était déjà en état de petite sécheresse. Et ce sont ces anticipations qui flamberont le prix du Dinar.

En effet, selon les données de la BCT, le Dinar était à 2,48 ou 2,49 durant la période allant du 11 au 14 avril 2017. Le lundi d'après, une journée avant la fameuse interview de la ministre sur les ondes d'Express FM, le Dinar s'échangeait à 2,5087 euros. Le jour même de l'interview, il était à 2,5667 euros.

| Date | Euro | Dinar Tunisien |
|---------------------|---------|----------------|
| Mercredi 26/04/2017 | 1 EUR = | 2.63106 TND |
| Mardi 25/04/2017 | 1 EUR = | 2.63883 TND |
| Lundi 24/04/2017 | 1 EUR = | 2.71992 TND |
| Dimanche 23/04/2017 | 1 EUR = | 2.72524 TND |
| Samedi 22/04/2017 | 1 EUR = | 2.69907 TND |
| Vendredi 21/04/2017 | 1 EUR = | 2.69907 TND |
| Jeudi 20/04/2017 | 1 EUR = | 2.56375 TND |
| Mercredi 19/04/2017 | 1 EUR = | 2.46769 TND |
| Mardi 18/04/2017 | 1 EUR = | 2.45938 TND |
| Lundi 17/04/2017 | 1 EUR = | 2.46252 TND |

Les effets de l'anticipation des opérateurs n'étant jamais immédiats, ce n'est qu'un jour après, c'est-à-dire le 20 avril 2017, que les choses s'accélérent. En effet, le jeudi 20 avril, le Dinar s'échangeait ce jour à 2,5949 euros en interbancaire. Le vendredi 21, il était à 2,6939 euros et s'ébranlait déjà. Le samedi 22 et le dimanche 23 avril, le marché est fermé, ce qui explique que le lundi 24 avril la polémique autour du taux de change du Dinar était à son comble et le Dinar s'échangeait à 2,6102 euros. Le 25 avril, la BCT injecte 100 MUSD, ponctionnés sur la réserve nationale en devises, sur le marché du change pour lisser la baisse du prix du Dinar qui reste ainsi à 2,6102 et s'y stabilise le lendemain. Voici par ailleurs, une idée sur le change du DT, sur des sites étrangers au courant de la période du 17 au 26 avril 2017 ([Source : FxexchangeRate.com](http://FxexchangeRate.com))

A son arrivée à Tunis, la ministre organise un point de presse restreint, où elle affirme ceci : **«je n'ai pas déclaré que la véritable valeur de l'Euro est de 3 DT»**, contrairement à ce que tout un chacun peut toujours entendre dans le podcast d'Express FM. En 4ème point de ce communiqué, la ministre jette l'opprobre sur *«les corrompus et les contrebandiers»*, que la réussite des réformes du gouvernement *«dérange jusqu'à éloigner le sommeil de leurs yeux»*, ainsi que sur *«ceux qui profitent, injustement, de la situation actuelle»* et qui *«s'opposent à ces réformes»*. Piquée au vif par les appels à sa démission et l'intox de sa fuite parus sur quelques Blogs, elle s'attaque ensuite pourtant à la presse qu'elle prend pour un ânon, en fustigeant *«l'intense campagne de presse, qui a détourné mes propos, sur la presse et les réseaux sociaux et dont je conclus qu'elle était fautive et orchestrée, dans le but de perturber le rythme accéléré des réformes entreprises par le ministère et le gouvernement en général»*. Et de terminer qu'elle était *«sûre que ces campagnes de dénigrement allaient avoir lieu»*. No Comment Mme la ministre. Vos propos d'une ministre d'un gouvernement qui n'en est pas à sa première bourde médiatique en disaient déjà assez !

Turkey: Growing on resilience

Written by: Jozef de Coster

[Jozef de Coster](#) ([know more](#))

*Turkey has been beset with problems for a while. But since the referendum of 2016, the country's economy has been stabilising. Turkey's textiles and apparel industry, which exports mostly to the European Union, has shown remarkable resilience in times of turmoil, reports **Jozef De Coster** from the ground.*

The Istanbul Yarn Fair considers itself the world's second top yarn fair after Pitti Filati of Florence. In yarns, Turkey is number one in Europe and among the top three in the world. This year, the fair was all the more interesting because it offered an opportunity to get comments from exhibitors and visitors about how and to what degree the Turkish textiles and apparel industry has been affected by the lingering problems and unrest in the Middle East, the failed coup of July 15, 2016, the spate of terrorist attacks in Turkey, and the use of cheap Syrian workforce in Turkish factories.

The Turkish trade fair organiser Tuyap, which in February put the Istanbul Yarn Fair on the agenda for the 14th time, along with the small fair Knitting Tech, was happy with the results. The 215 exhibiting companies attracted 8,755 visitors, including 1,955 foreigners. Some exhibitors felt that they saw less foreign visitors at their stands, and that business was slower than in the previous editions. However, the industry associations and representatives of leading companies argued that taking into account the 2016 turmoil in Turkey and the region and the reluctance of many foreign buyers to book a flight to Istanbul, the yarn fair was indeed a success. They now see several reasons why 2017 should be a better year for the Turkish textiles sector than 2016.



There's hope that international negotiations may end the war in Syria. Russian buyers are returning to Turkey, and exports to markets like Iran, the US, Algeria, Israel, Poland and Bulgaria are increasing. A new free trade agreement (FTA) with Pakistan is under negotiation, while a group of textile investors are working towards a huge viscose

production investment. Turkey's textile machinery is becoming stronger (exports increased from \$326 million in 2013 to \$502 million in 2016, but imports stood still at \$1,224 million in 2016). The Turkish lira depreciation is making exports easier, and after the constitutional referendum of April 16, 2017 on stronger presidency sought by President Recep Tayyip Erdogan, long-term decision making will be simpler for both domestic and foreign investors. At the start of 2017, the domestic textiles and garment market was developing well.

Foreign professionals who are interested in the Turkish market (81 million inhabitants) and want to get a hang of what Turkish consumers buy, should not only windowshop along the famous Istiklal Avenue in Istanbul, but also visit two textile centres: Merter district for clothing, and the showrooms of the Tekstil Kent and Gyimkent sales centres which together occupy 600,000 sq m. Koray Yurteri, director of the Tekstil Kent Association, which has around 4,000 members mainly selling home textiles in Turkey, expects that the next special sales days from April 22 to 30 will be a success. He also believes that after the 2016 referendum the Turkish market will show accelerated growth



Importations de textile: la commission du développement exige des règles pour réduire l'exploitation des travailleurs

DEVE Communiqué de presse - Développement et coopération – 21-03-2017 - 10:14



Photos des victimes du drame du Rana Plaza tenues par leurs proches. @Rohat Ali Rajib

La Commission européenne devrait proposer des règles obligeant tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement du textile et du secteur de l'habillement à respecter les droits du travail, les droits de l'homme et la dignité de leurs travailleurs, ont affirmé les députés de la commission du développement dans une résolution votée mardi. Ils préconisent aussi l'introduction de préférences tarifaires européennes et d'étiquettes pour les textiles produits de façon durable.

"L'UE a les moyens de fixer des règles communes qui établissent des obligations en matière de droits de l'homme envers les pays partenaires et c'est ce que nous demandons à la Commission de faire. Les initiatives volontaires et les codes de conduite sont toujours les bienvenus, mais les citoyens attendent plus. L'UE a besoin de nouvelles règles garantissant que les personnes qui travaillent dur pour produire nos vêtements soient traitées avec dignité et respect à l'échelle mondiale", a déclaré le rapporteur [Lola Sánchez Caldentey](#) (GUE/NGL, ES).

Au niveau international, les travailleurs du secteur textile - qui sont souvent des jeunes femmes ou des enfants - sont confrontés à de longues heures de travail, des salaires bas, l'incertitude, des actes de violence et des conditions dangereuses. Ces pratiques nuisent également à l'industrie européenne étant donné qu'elles débouchent sur du dumping social, font remarquer les députés dans une résolution non législative adoptée par 14 voix pour, 2 voix contre et 8 abstentions.

Afin de rendre le secteur plus responsable et d'éviter des catastrophes telles que celle de l'effondrement du Rana Plaza en 2013 au Bangladesh, les députés présentent une série de propositions:

- **des obligations de diligence raisonnable:** la Commission européenne devrait présenter une proposition législative en faveur d'un système obligatoire de diligence raisonnable, basé sur les [lignes directrices de l'OCDE](#), qui couvre l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Ce système devrait se concentrer sur les droits des femmes et des enfants et reconnaître les initiatives nationales existantes, une fois celles-ci auditées;
- **des préférences commerciales conditionnées:** l'UE devrait veiller à ce que les pays d'exportation des textiles "à risque" disposant d'un accès préférentiel au marché unique de l'UE respectent les obligations; la Commission devrait, par conséquent, proposer des préférences tarifaires pour les textiles dont il a été prouvé qu'ils ont été produits de façon durable;
- **la mise en œuvre des droits et normes de travail:** dans leurs relations commerciales avec les pays en développement, les États membres de l'UE devraient promouvoir la mise en œuvre du droit à la liberté d'association et du droit à la négociation collective ainsi que l'obligation d'enquêter de façon adéquate sur les accidents;
- **des étiquettes sur les vêtements:** rendre les conséquences sociales de la production visibles sur les vêtements pourrait accroître la sensibilisation des consommateurs et contribuer à introduire un changement durable;
- **montrer l'exemple:** les institutions européennes et les groupes politiques du Parlement devraient faire figure d'exemple dans leurs marchés publics de textiles, notamment le merchandising.

Prochaines étapes

Le Parlement dans son ensemble se prononcera sur la résolution en avril.

Contexte

Selon les chiffres de l'Organisation mondiale du commerce, plus de 70% des importations de textiles et de vêtements dans l'UE viennent d'Asie - la Chine, le Bangladesh, l'Inde, le Vietnam, le Cambodge et l'Indonésie étant les plus grands producteurs. La plupart des acheteurs sont des marques internationales cherchant des prix bas et des délais de production serrés. Ils demandent de nombreux changements à la conception du produit, aux volumes et aux délais, et introduisent des commandes de dernière minute sans accepter une augmentation des coûts ou l'ajustement des dates de livraison. Les conséquences sont souvent ressenties par les travailleurs du secteur.

Après la tragédie du Rana Plaza, lors de laquelle plus de 1100 personnes ont perdu la vie suite à l'effondrement d'une usine à Dhaka au Bangladesh, de nombreuses initiatives nationales ont vu le jour, notamment un projet de loi français sur la diligence raisonnable obligatoire, une loi britannique contre l'esclavage, un accord néerlandais sur le textile et la confection durables, et un partenariat allemand en faveur des textiles durables. La Commission européenne s'est engagée présenter une initiative phare de l'Union, mais n'a encore rien proposé jusqu'à présent. Le Parlement souhaite encourager la Commission à présenter cet ensemble de propositions.

Procédure: résolution non législative

REF. : 20170321IPR67908

Mis à jour le: (21-03-2017 - 10:26

L'industrie textile retombe dans ses travers

DOSSIER RÉALISÉ PAR VALENTIN DAUCHOT Publié le vendredi 28 avril 2017 à 09h48 - Mis à jour le vendredi 28 avril 2017 à 09h48



[Textile: des pointures de la mode boycottent une conférence au Bangladesh](#)

L'industrie textile manque encore de transparence en Europe. Le Parlement européen presse la Commission de lui imposer des règles claires. Car les belles promesses faites après le drame du Bangladesh n'ont pas toujours été tenues.

Le 24 avril 2013, plus de 1100 ouvriers bangladais du textile trouvaient la mort dans l'effondrement du tristement célèbre Rana Plaza. Situé dans la banlieue de la capitale du Bangladesh, Dacca, ce bâtiment vétuste manifestait des signes d'effondrement imminent dont ni le propriétaire, ni les sous-traitants locaux des grandes marques internationales de textile n'ont tenu compte.

Face au poids des images et au choc émotionnel, le monde entier s'est indigné. Gouvernements et consommateurs ont subitement réalisé que les T-shirts à 5 euros vendus dans pratiquement tous les magasins des pays développés étaient confectionnés

par des esclaves des temps modernes, dont les droits étaient systématiquement et méthodiquement bafoués. Protégées par l'opacité de la longue chaîne de sous-traitance, les grandes marques textiles concernées (Primark, Carrefour et Camaïeu,...) de leur côté, ne se sont pas bousculées pour prendre leurs responsabilités. Il aura fallu attendre plus de deux ans pour qu'un dédommagement digne de ce nom soit accordé aux victimes. Quatre ans après le drame, personne n'a par ailleurs été jugé pour cet accident qui pourrait tout à fait se reproduire dans les pays concernés.

Ne pas retomber dans le "business as usual"

Jeudi après-midi, les parlementaires européens ont donc adopté un rapport pressant la Commission européenne d'imposer à l'industrie de l'habillement des règles de transparence et de respect des droits humains. *"Des mesures comme l'introduction de codes déontologiques, de labels, d'autoévaluations et d'audits sociaux ont été prises par le secteur privé"* précise le rapport. Plusieurs Etats membres ont adopté de nouvelles lois, et la Commission européenne s'est engagée à promouvoir une *"gestion responsable des chaînes d'approvisionnement"*. Mais ces mesures et toutes ces belles paroles n'ont pas réglé le problème estiment les parlementaires, qui appellent donc l'Europe à légiférer. *"Il y a eu un certain nombre d'avancées"* estime Jean-Marc Caudron, responsable du plaidoyer politique de l'ASBL Belge "Achact" spécialisée dans la lutte pour l'amélioration des conditions de travail. *"Suite à l'accident de Dacca, un accord a été signé au Bangladesh entre l'industrie textile et les syndicats sur la sécurité des bâtiments et la prévention des incendies. Une centaine d'usines ont été fermées et des vies ont été sauvées. Mais tout n'est évidemment, pas réglé. Sur les 1600 usines concernées seules 50 se sont mises aux normes, et on sent que tout le monde est un peu entrain de retomber dans les travers du passé."*

Aucune obligation de transparence

Même la Commission européenne, qui avait signé un pacte de durabilité avec le Bangladesh, *"rechigne un peu à faire respecter les règles"* poursuit Jean-Marc Caudron. *"Et les mesures qu'elle avait annoncées pour lutter contre l'opacité du secteur ne se sont jamais concrétisées."* Après l'effondrement du Rana Plaza, les entreprises américaines ont immédiatement pu être identifiées. Pour en faire de même avec leurs concurrentes européennes, il a fallu plonger dans les décombres pour retrouver les étiquettes des vêtements. *"Si un tel drame devait se reproduire aujourd'hui on devrait encore aller chercher les étiquettes pour identifier les marques"* s'énerve Jean-Marc Caudron. *"Avec la technologie actuelle, c'est incroyable. Les entreprises n'indiquent toujours pas où et comment elles font produire leurs vêtements et l'Europe ne coopère pas avec les Etats membres pour publier les données sur les produits importés. Quand on lui demande pourquoi, l'UE se retranche derrière la compétence des Etats en matière de gestion des registres des douanes."*

Achact et 78 autres organisations de défense des droits humains ont directement interpellé la Commission européenne pour qu'elle contraigne les entreprises européennes à publier les informations sur les lieux et les conditions de fabrication de leurs vêtements. *"Certaines entreprises comme Nike, Adidas ou Levis publient ces informations depuis longtemps"* poursuit Jean-Marc Caudron. *"H&M qui livre la liste de ses fournisseurs s'expose plus facilement aux critiques que Primark qui ne le fait pas. C'est injuste, il faut que tous les acteurs du secteur soient soumis à la même règle."* Jeudi, le Parlement a suivi la même ligne que ces organisations. En langage institutionnel, et donc moins clair, le rapport adopté presse la Commission d'imposer des mesures de

transparence et de "diligence raisonnable" aux entreprises, pour que celles-ci soient légalement contraintes de faire diminuer elles-mêmes les violations des droits fondamentaux de tous les travailleurs de la chaîne.

Chroniques de la présidence Trump

La journée de Donald Trump : rumeur de retrait de l'Alena, réforme fiscale et remise de prix

Donald Trump plancherait sur un retrait de l'Alena « pour permettre la renégociation de ce traité ».

Le Monde.fr avec AFP | 27.04.2017 à 04h52 • Mis à jour le 27.04.2017 à 09h13



Les trois pays signataires du traité de libre-échange nord-américain Alena, Etats-Unis, [Mexique](#) et [Canada](#), prévoient de [renégocier](#) « *rapidement* » cet accord commercial, a affirmé la Maison Blanche mercredi 26 avril. Le président [Donald Trump](#) « *a accepté de*

ne pas *rompre* le traité Alena à ce jour, et les [trois] **dirigeants sont convenus d'agir rapidement (...)** pour *permettre* la renégociation de ce traité », annonce le communiqué de la Maison Blanche.

Selon ce texte, le président Trump a parlé dans la soirée à son homologue mexicain, Enrique Pena Nieto, et au premier ministre canadien, Justin Trudeau. « Il est de mon *pouvoir* de *remettre* le traité Alena à jour, via la renégociation. Et c'est un honneur de *discuter* avec à la fois le président Pena Nieto et le premier ministre Trudeau, et je crois que le résultat final rendra les trois pays plus forts et meilleurs », **a déclaré le M. Trump, cité dans ce communiqué.**

Ces déclarations font écho aux informations du Wall Street Journal. Citant des sources proches de l'administration américaine, le WSJ rapporte que la menace d'un retrait de l'Alena fait partie de la stratégie de la Maison Blanche pour renégocier l'accord.

« Il y a eu une rumeur aujourd'hui qu'il y aurait un décret, juste une rumeur, et mon habitude est de *commenter* ce que nous faisons ou nous allons *faire* et non pas de commenter des rumeurs », **a coupé court mercredi le secrétaire au commerce, Wilbur Ross.**

Donald Trump a souvent qualifié l'Alena de « désastre » pour l'économie américaine, l'accusant d'être responsable de la disparition de millions d'emplois industriels, transférés notamment vers le Mexique.

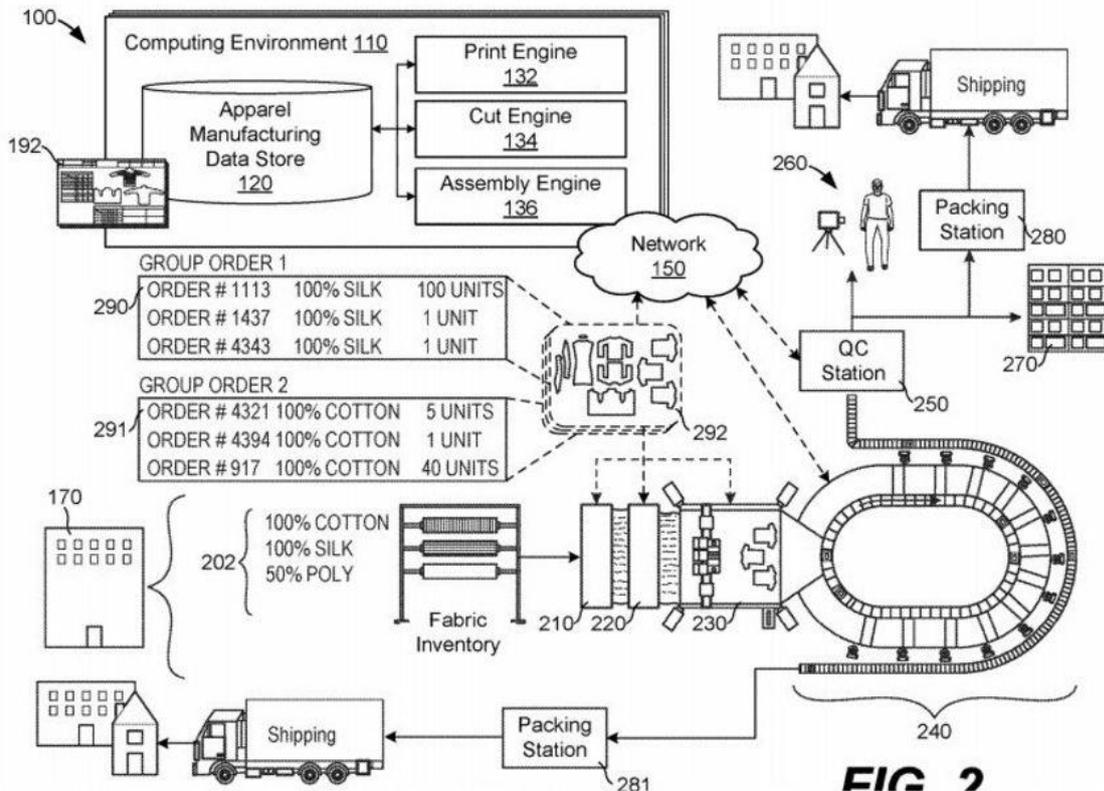
Amazon imagine une usine de textile 4.0

JULIETTE RAYNAL |

AMAZON, E-COMMERCE, DIGITAL RETAIL |
 PUBLIÉ LE 19 AVRIL 2017 À 18H14

[TWITTER](#)
[FACEBOOK](#)
[LINKEDIN](#)
[GOOGLE](#)
[+EMAIL](#)

VU AILLEURS Amazon s'est penché sur la mise au point d'un système de production de vêtements à la demande. C'est ce que montre une demande de brevet déposée fin 2015 et que le géant du e-commerce s'est vu accorder cette semaine.



Amazon imagine une usine de textile 4.0 © Capture d'écran

[Amazon](#) ne manque pas d'imagination. Mardi 18 avril, le géant du e-commerce s'est vu accorder un énième brevet, déposé fin 2015. Après [l'entrepôt volant](#), [le véhicule autonome](#) et [la livraison par drone](#), le dernier brevet connu de la firme de Seattle (repéré par le site américain [Recode](#)) concerne le textile...

Le document présente une machine de confection de textiles qui pourrait se déclencher à la demande, lorsqu'un internaute valide une commande. Le brevet décrit un système de production connecté (comprenant une imprimante pour le textile, un système de découpe ainsi qu'une ligne d'assemblage) qui pourrait être utilisé pour la fabrication de vêtements et des articles de maison (serviettes de bain, literie, rideaux, etc.) Des caméras assureraient ensuite un contrôle qualité. Le brevet prévoit aussi de regrouper les articles par lots selon différents critères comme l'adresse de l'acheteur pour optimiser les process.

AMAZON, BIENTÔT PREMIER VENDEUR D'HABILLEMENT AUX ETATS-UNIS

Parmi les auteurs du brevet, on retrouve Aaron Barnett et Nancy Liang, les cofondateurs de la start-up d'impression 3D Mixee Labs, qui ont rejoint, en 2015, la société de Jeff Bezos. Flexible, cet outil de production automatisé ne répondrait pas toutefois à la grande versatilité de l'internaute, qui peut changer d'avis à tout moment, même une fois que l'article ait été fabriqué à la demande, note le site spécialisé [Retail Dive](#).

Que ce système de production, digne d'une usine 4.0, voit le jour ou non, il montre à quel point Amazon nourrit de grandes ambitions

dans l'univers de la mode. Un domaine que connaît bien le géant du e-commerce, puisqu'il a développé huit marques de vêtements. Il est en passe de devenir, aux Etats-Unis, le premier vendeur d'habillement, coiffant ainsi la chaîne de grands magasins Macy's.

JULIETTE RAYNAL@Julietteraynal

Publié vendredi 21 avril 2017

Amazon accélère son expansion mondiale et vise aussi la Suisse

En l'espace de quelques jours, le numéro un mondial d'e-commerce a lancé son service de paiement en France, commencé le test de nouveaux magasins physiques et déposé un brevet pour la fabrication de vêtements sur mesure. Amazon pourrait aussi bientôt livrer des produits frais en Suisse

La Suisse, l'Australie, la France et bien sûr les Etats-Unis. Ces quatre pays sont la cible de nouveaux projets d'expansion d'Amazon. En quelques jours, le numéro un mondial d'e-commerce a lancé des initiatives pour étendre davantage sa domination planétaire. Amazon a lancé son système de paiement électronique en France, démarré ses services de vente en ligne en Australie, commencé des tests de retrait de marchandises aux Etats-Unis... Et le géant devrait, *selon la Handelszeitung*, concurrencer cette année, en Suisse, LeShop.ch et Coop@home. Au niveau global, Amazon a même déposé un brevet pour fabriquer des vêtements à la demande.

Plus rien ne semble résister à la multinationale dirigée par Jeff Bezos. En chiffres, Amazon est déjà une multinationale bien établie. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 136 milliards de dollars (autant en francs) en 2016, un bénéfice de 2,4 milliards et compte désormais plus de 341 000 employés sur la planète. Le temps où Amazon, fondée en 1994, n'était qu'un site de vente en ligne, semble bien loin. Ce diffuseur de musique, producteur de séries et de films accroît sa puissance en ligne via ses dizaines de centres de données. Tout en testant de nouvelles façons de vendre via des magasins physiques. Le point avec quatre exemples récents.

Payer en ligne avec Amazon

Depuis cette semaine, le service Amazon Pay est disponible en France. Déjà présent sur 170 marchés – mais pas encore en Suisse –, il permet de payer sur un site tiers sans avoir à lui fournir des indications concernant ses cartes de crédit. Il suffit, pour l'internaute, d'entrer son login Amazon et le mot de passe qui lui est associé. Une façon, pour l'internaute, d'acheter en ligne sans avoir à fournir, au site qui l'intéresse, ses informations bancaires: il place toute sa confiance en Amazon. Pour l'heure, la multinationale n'a que trois partenaires pour son service en France: Colette, Doctipharma et Nature & Découvertes. D'autres devraient rapidement suivre.

Au niveau mondial, Amazon Pay est utilisé par 33 millions d'internautes. Et 32% de leurs achats ont été effectués via un smartphone. Amazon gagne de l'argent via ce service: il touche une commission de 1,4 à 3,4% sur le montant de la commande, plus 25 centimes d'euro par transaction. La société de Jeff Bezos concurrence ainsi frontalement PayPal et Apple Pay.

De nouveaux magasins physiques

Fin mars, Amazon dévoilait son service Fresh Pickup. L'idée: effectuer sa commande en ligne, puis venir la retirer dans un magasin physique. Les consommateurs peuvent acheter des produits frais, des produits laitiers, du pain ou encore de la viande. Les abonnés du service «Prime» (qui coûte 99 dollars par an) ne devront payer aucun surcoût – ils sont déjà 65 millions rien qu'aux Etats-Unis. Amazon affirme vouloir servir certains clients privilégiés en l'espace de quinze minutes. Les autres devront patienter deux heures avant de venir chercher leurs aliments.

Pour l'heure, Fresh Pickup n'existe que sous forme de test, réservé à des employés d'Amazon, qui peuvent venir ainsi se fournir dans deux magasins situés à Seattle – ville du nord des Etats-Unis où est basée la multinationale. La société n'a pas encore dévoilé de date pour proposer ces services à ses clients. Sur ce terrain, Amazon fera face avant tout à Wal-Mart sur sol américain: d'ici à la fin de l'année, la première chaîne de supermarchés au monde compte créer un millier de points de retraits similaires dans le pays.

En parallèle, Amazon continue à tester ses supermarchés sans employés: les clients (là aussi des employés de la société) sont scannés en permanence et ne doivent pas sortir leur porte-monnaie en quittant le magasin. *Selon le Wall Street Journal*, le système Amazon Go n'est pas encore au point: s'il y a plus

de 20 clients dans le magasin, le système n'arrive plus à comprendre qui achète quoi.

A noter qu'en plus de ces tests, Amazon livre déjà des produits frais à domicile dans plusieurs pays, dont le Japon depuis cette semaine.

Des projets en Suisse

Amazon pourrait concurrencer LeShop.ch et le service Coop@Home cette année encore, **affirmait cette semaine l'hebdomadaire *Handelszeitung***. Le service «Pantry», déjà lancé notamment en France, en Belgique, en Allemagne et en Autriche, permet à l'internaute de commander sodas, couches-culottes, pâtes alimentaires ou encore croquettes pour chat. En France, «Pantry» coûte 3,99 euros (4,30 francs) par carton rempli et 99 centimes d'euro par carton supplémentaire. Une boîte, écrit Amazon sur son site, peut contenir jusqu'à 20 kilos de produits, ou un volume de 110 litres.

Des vêtements à la demande

Amazon est déjà présent dans le monde de l'habillement et de la mode, via ses boutiques en ligne et ses conseils gratuits de relooking («Outfit Compare»). La société veut aller plus loin, **affirmait cette semaine le site spécialisé *Re/code***: Amazon a déposé un brevet pour la fabrication d'habits sur demande. Plus besoin de gérer des stocks de millions de pièces, les vêtements seraient confectionnés uniquement après avoir été choisis par le client via Internet. La société a imaginé une chaîne de production complète, intégrant imprimantes textiles, outils de découpe et une chaîne de montage. Ensuite, la multinationale pourrait aller plus loin en fabriquant, ou en faisant fabriquer, chaussures, literie ou rideaux à la demande. Amazon a déjà vendu, au quatrième trimestre 2016, 60 millions d'habits en Europe, **relevait récemment *Le Figaro***.

THURSDAY, 27 APRIL 2017 05:33

THE RESURGENCE OF US SOUTHEAST AS A TEXTILE HUB

"With the growing importance and acceptance of technology in textile industry, companies are looking at highly automated, environmentally conscious production facilities in the US Southeast, where the infrastructure for this industry's success is already in place. Proposed policy changes and US border tariffs are also aiding the growth shift to the US market. As consumers become more socially aware, many retailers are encouraging their suppliers to build an environmentally safe US presence to capture the 'Made in America' privilege."



With the growing importance and acceptance of technology in textile industry, companies are looking at highly automated, environmentally conscious production facilities in the US Southeast, where the infrastructure for this industry's success is already in place. Proposed policy changes and US border tariffs are also aiding the growth shift to the US market. As consumers become more socially aware, many retailers are encouraging their suppliers to build an environmentally safe US presence to capture the 'Made in America' privilege. Hence, the country is finally seeing a resurgence in textile industry. Within the last five years, there have been significant announcements by foreign-owned textile companies investing in the US, with site selection choices clustered in the Southeast once again. These location decisions are driven by port proximity, low utility costs, a quality affordable labour pool, and access to training.

What clicks for Southeastern US ?



Since Southeastern US was once flooded with textile facilities, the infrastructure necessary for the industries success is already in place. Wastewater treatment plants are designed to accommodate the fabric dyeing process and have the ability to treat this kind of effluent without much capital investment or new permitting. The cotton belt in the Southeast provides close proximity to one of the industry's major raw materials. A history of textile manufacturing has left behind a legacy workforce with the technical know-how and work ethic to support industry newcomers. There are training program to prepare workers to operate highly automated facilities, and universities have thriving textile engineering programs.

Moreover, the shale-oil boom has given a significant competitive advantage to the US. Industrial users are seeing natural gas prices average about one-third of those in most other industrial economies. Lower natural gas prices are driving US industrial electricity rates lower. US rates are on average 30 per cent to 50 per cent lower than for other major exporters.

Changing consumer preferences and fast fashion trends have forced apparel companies to make smaller batches of clothes more frequently, that is when speed-to-market becomes crucial. For instance, Zara is delivering new products worldwide to their stores just 15 days after design is started. When every day matters to bring products to market, it is no surprise that companies want to be close to the United States, the world's second-largest textile consumer market.

On January 23, 2017, President Trump signed an executive order to end the TPP, which aimed to create an export-led growth model supporting free trade with 11 countries in the Pacific, excluding China. The agreement would have phased out approximately 18,000 tariffs among the participating countries and helped smaller companies navigate export rules, trade barriers, and red tape. Trump argued that by ending the TPP, companies would be more likely to send FDI to the US to avoid import tariffs and sluggish logistics. Trump has proposed a 20 per cent tariff on incoming goods from Mexico and up to 35 per cent from China. In a low margin business, these tariffs would create a significant impact on the textile industry's bottom line. While there is no way to predict what these policy changes will have on the textile market, companies are strategizing and investing resources to explore capacity additions in the US.

The US has also created a niche and competitive advantage in highly technical material manufacturing. Capital investment in yarn, fabric, and non-apparel textile product manufacturing has risen from \$960 million to \$1.7 billion from 2009 to 2015 — a 75 per cent increase. It is poised for growth in smart textiles or nanomaterials. The US textile industry saw \$2 billion in capital investments in 2015. Medical applications are being introduced that monitor and communicate physiological changes. These materials will be able to administer drugs and detect blood clots. These types of technologies will require the presence of an extensive university research network and the ability to transfer technology to the labour force.

In an effort to modernise the apparel industry, Atlanta-based SoftWear Automation, recently introduced a solution called the 'sewbot'. Sewing was once thought to be a delicate job only for human hands, but sewbots are using cameras to track needle stitching and coordinate precise movements of fabric using lightweight robots. If sewbots gain traction, changes could be even more drastic for the industry.

The textile industry in the US, specifically the Southeast, is poised for growth. Textile and apparel markets will grow across the globe but the United States will attract the more complex, higher-paying jobs, while providing access to one of the world's largest consumer markets.

Vietnam: Industry 4.0 textiles are "a challenge"

[Print](#)

Written by Tommy Lee

Published: 27 April 2017



HANOI – The general director of the Vietnam National Textile and Garment Group (Vinatex) has conceded that the automated production systems in the **country's textile sector do not yet meet the requirements of Industry 4.0.**

"Industry 4.0 will create very rapid changes and unpredictable factors in the economy," Le Tien Truong said. "If there are no careful preparations, production **systems in the sector will not be sufficiently competitive to adapt to the changes. This will be a major challenge within the next five years.**"

He suggested that Vinatex must pay more attention to research in the coming years so that the technological advancements of Industry 4.0 can contribute to improving the productivity of Vietnam's textile industry.

"The most important thing is ensuring the group is not excluded from global [supply] chains," he added. "It will be difficult to achieve this goal as it requires the group to focus on the development of resources."

Vietnam's textile and garment exports failed to reach the targeted US\$29 billion in export turnover in 2016.

Export turnover was estimated at US\$28.5 billion (up 5.4 per cent year-on-year), but short of the target, which was previously set at US\$31 billion. "Growth is at its lowest since 2010," Truong said. "But growth in absolute value was higher than in previous years."

Web: www.vinatex.com

VENDREDI, 28 AVRIL 2017 [Lucas MAUBERT](#)

Le Vietnam, nouvel atelier du monde ?

Depuis la fin de l'embargo de États-Unis 1994 et son intégration au commerce mondial, le Vietnam a émergé parmi la deuxième vague de pays asiatiques industrialisés, au même titre la Thaïlande ou l'Indonésie. Au point de remplacer la Chine comme nouvel « atelier du monde » ?



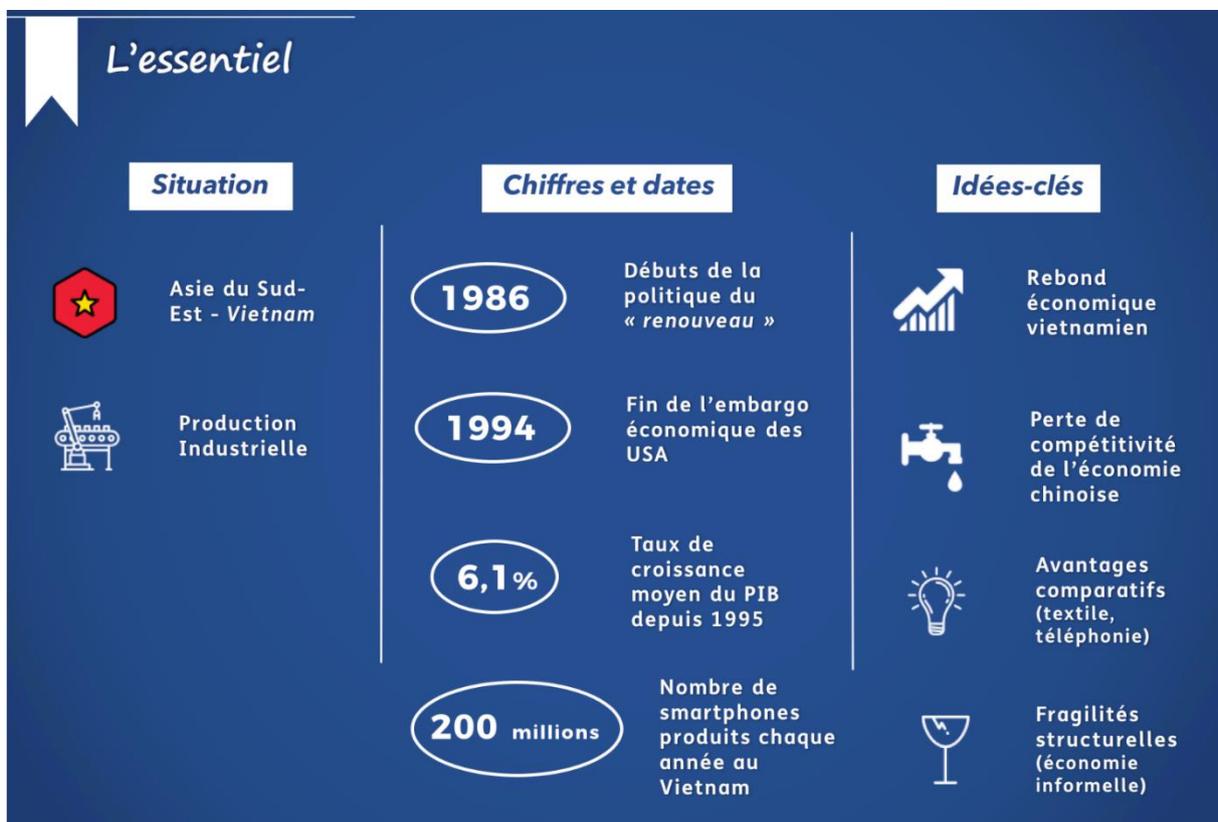
Le textile, l'un des secteurs dynamiques de l'économie vietnamienne

La **guerre du Vietnam** (1954-1975) face aux États-Unis et ses conséquences – destructions matérielles et dépenses d'armement notamment – a largement contribué à maintenir le pays dans un état de sous-développement jusque dans les années 1990. Le tournant du XXI^e siècle a été l'occasion d'un **virage économique** vietnamien à partir de la **politique du « renouveau » (doi moi) initiée en 1986** : il s'agit globalement d'une **ouverture du pays à l'économie de marché** par le Parti Communiste au pouvoir. Outre ces réformes de libéralisation, la **fin de l'embargo économique américain en 1994** et **l'intégration du pays à des organisations telles que l'ASEAN ou l'OMC** ont permis au Vietnam de vivre un véritable décollage économique. Avec un taux de **croissance** annuel de son PIB à hauteur de **6,1% en moyenne depuis 1995** le Vietnam est aujourd'hui la 45^{ème} puissance mondiale et le taux de pauvreté y est passé de 58% à 14% en moins de vingt ans.

Fort de cet élan, le Vietnam souhaite peser davantage en Asie de l'Est et poursuivre son développement en devenant une économie industrialisée, au point d'ambitionner de concurrencer la Chine, rivale historique, comme nouvel « atelier du monde ». Il faut dire que le pays met tout en œuvre pour cela, en multipliant des **accords de libre-échange (Corée du Sud, ASEAN, Union Européenne, TPP)** et en menant des réformes structurelles pour gommer les fragilités de son secteur bancaire, ainsi que pour maîtriser l'inflation et le déficit public (4,3% en 2016). De plus il peut compter sur de **nombreuses ressources énergétiques** et une diversification économique relativement importante par rapport à ses

voisins. Les dirigeants vietnamiens font ainsi les yeux doux aux **investisseurs étrangers**, misant sur la **qualification et le faible de coût de la main d'œuvre**. L'industrie est en effet la clé du rebond vietnamien (38% du PIB), notamment grâce au textile, à la plasturgie, à l'agro-alimentaire, à l'informatique ou à la téléphonie mobile. Concernant ce dernier secteur, Samsung, LG et Nokia ont récemment transféré leurs usines de production de smartphones de la Chine vers le Nord du Vietnam : ce sont aujourd'hui plus de **200 millions de smartphones qui y sont produits chaque année**. Pour ce qui est du textile, l'industrie vietnamienne est devenue le principale concurrente de la Chine avec l'installation de géants comme GAP, Zara ou Uniqlo. Il faut dire que le **doublé des salaires chinois en cinq ans** et la **relative stagnation de l'économie chinoise** ont poussé les investisseurs étrangers à chercher de nouveaux débouchés pour réduire leurs coûts de production.

On peut donc constater que le Vietnam bénéficie d'une double-conjoncture favorable : une insertion dans le commerce mondial qui s'accroît grâce à des traités de libre-échange et une perte de compétitivité de la Chine dans certains secteurs industriels. Néanmoins, en dépit de cette trajectoire économique assez positive, le pays ne se démarque pas encore suffisamment de ses voisins pour le moment et **la remise en cause du TPP** sur lequel les dirigeants vietnamiens misaient beaucoup face à Pékin pourraient freiner l'élan vietnamien. Les **fragilités économiques du Vietnam (poids du secteur informel par exemple)**, et le retard par rapport à la Chine demeurent extrêmement handicapants : en faire le nouvel atelier du monde apparaît ainsi pour l'heure largement prématuré.





THURSDAY, 27 APRIL 2017 04:50

VIETNAM'S GARMENT EXPORTS GROW DESPITE HURDLES

Vietnam's market shifted from a centralized communist market to a mixed economy thereby boosting FDI in the country. Today, Vietnam is one of the fastest growing market in Southeast Asia. Vietnam's textile and garment industry are exported to 40 countries including the US, European Union, and the far eastern countries like the People's Republic of China, Japan and South Korea.

United States is the largest export market of Vietnam's garment fabrics followed by EU. However, Vietnam has captured only 1.9 per cent share of the union's total import value, According to the association, presenting opportunities for growth. Vietnam's narrow growth is due to lack of modernization in designs. But many countries are opting for Vietnam instead of China because of cheap labor and raw materials. South Korea has heavily invested in the country followed by Luxembourg and Singapore.

The Trans Pacific Partnership plays an important role in the economy of Vietnam. Hence garment enterprise expect the Association of South East Asian Region (ASEAN) where Vietnam is also an active member to sign a Free Trade Agreement between the latter and the EU, this can benefit local garment enterprises in gaining more options to get material for garment production from other ASEAN countries.

According to General Department of Customs figures, in 2016 textile and garment sector's total exports value was \$23.8 billion, an increase of 4.6 per cent year-on-year. Many enterprises invested in building textile and dyeing factories on an extensive and intensive scale to boost opportunities in production and business for the planned Trans Pacific Partnership (TPP), says association. But now that TPP with the US is no longer happening, experts say these facilities would help the textile and garment industry complete production processes and actively source material, focusing on significant opportunities offered by other FTAs, such as the Vietnam-EU FTA and the Vietnam-Republic of Korea FTA.